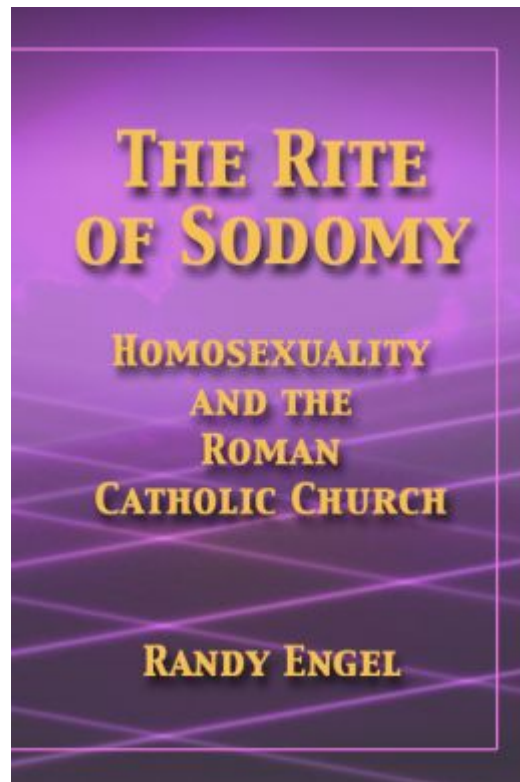


## Chapitre 19 (pages 1129 à 1167)

Le pape Paul VI et le changement de paradigme de l'Église concernant l'homosexualité



« Le Rite de Sodomie » (*extraits*) (1282 pages)  
L'homosexualité et l'Église catholique romaine  
Randy Engel (2006)

<http://www.riteofsodomy.com>

## Chapitre 19

### **Le pape Paul VI et le changement de paradigme de l'Église concernant l'homosexualité**

#### **Jean XXIII – le pape intérimaire**

Angelo Giuseppe Roncalli, connu du monde sous le nom de pape Jean XXIII, a assuré la liaison intérimaire critique entre les deux grands concepteurs et réalisateurs de la Révolution dans l'Église catholique – le pape Pie XII (Eugenio Pacelli) et le pape Paul VI (Giovanni Battista Montini). Le puissant parrainage que Roncalli devait à la clique de Rampolla, ses penchants « progressistes » et son âge avancé avaient suffi à lui valoir la qualité d'apprenti pape, mais non celle de tête de la Révolution.

Lombard comme Battista Montini, Roncalli naquit le 25 novembre 1881 à Sotto il Monte, dans le diocèse de Bergame (Italie). Il était le quatrième de quatorze enfants. Cette nombreuse famille, dirigée par son grand-père Zaverio, était pauvre ; c'étaient des métayers qui dépendaient largement du bon vouloir de leur propriétaire. La vie était difficile<sup>1</sup>.

Roncalli se sentit attiré par la prêtrise à un âge très précoce. Dans ses mémoires, il écrit qu'il ne se souvenait pas avoir souhaité d'autre destin que celui de prêtre. Il débuta dès l'âge de neuf ans comme externe au collège épiscopal de Celana, mais après une année d'essai, il retourna chez lui, où il avait pour professeur le curé de sa paroisse, Don Francesco Rebuzzini<sup>2</sup>. Il entra au petit séminaire de Bergame à l'âge de onze ans, en novembre 1893.

Sa formation à la prêtrise progressa de façon ordinaire jusqu'à ce qu'il rencontrât par hasard, le 17 septembre 1899, Mgr Giacomo Maria Radini-Tedeschi.

Mgr Radini-Tedeschi, chanoine à Saint-Pierre de Rome, où il entretenait des liens importants avec la Curie, devait devenir ultérieurement, jusqu'à la fin de sa vie, le patron et protecteur de Roncalli. Alors âgé de quarante-deux ans, il invita l'aspirant au sacerdoce à se rendre à Rome pour y étudier, mais Roncalli n'accepta cette invitation qu'après s'être vu décerner une bourse pour le séminaire pontifical de Rome<sup>3</sup>.

De janvier 1901 à 1905, avec une interruption d'un an due au service militaire obligatoire, Roncalli demeura au collège romain. Après son ordination comme prêtre du diocèse de Bergame le 10 août 1904, il resta à Rome pour y passer son diplôme de droit canon. Et la Providence devait intervenir une fois encore.

En 1905, le pape Pie X entreprit la réalisation d'un programme visant à désarmer les alliés modernistes de Rampolla. Il sacra Radini-Tedeschi évêque et le promut rapidement. L'évêque Radini-Tedeschi choisit Roncalli pour l'accompagner comme secrétaire dans le diocèse de Bergame.

En tant que membre de l'entourage officiel de Radini-Tedeschi, Roncalli commença à s'imprégner de l'esprit « progressiste » de son influent patron et mentor. Les autres membres du cercle restreint étaient le cardinal Rampolla et son secrétaire Eugenio Pacelli (futur pape Pie XII), Giacomo della Chiesa (futur Benoît XV), qui travaillait au Département d'État du Vatican, ainsi que le cardinal Andrea Carlo Ferrari, archevêque de Milan.

En plus de ses fonctions diocésaines, Roncalli accepta en 1906 un poste au séminaire diocésain, où il enseignait l'histoire et l'apologétique. Les rumeurs selon lesquelles ses cours contenaient des germes de modernisme le préoccupaient peu. Il continua à bénéficier d'une

---

<sup>1</sup> Les renseignements biographiques sur le pape Jean XXIII sont tirés de *John XXIII – Pope of the Century*, par Peter Hebblethwaite (New York : Continuum, 1984). Hebblethwaite, ancien jésuite, a quitté le sacerdoce en 1974 pour se marier. Pendant plus de seize ans, il écrivit des articles sur les affaires vaticanes pour le *National Catholic Reporter*. Il mourut à Oxford, dans son Angleterre natale, le 18 décembre 1994.

<sup>2</sup> Ibid., 7-8.

<sup>3</sup> Ibid., 14.

bonne protection jusqu'à la mort de Radini-Tedschi, en 1914 ; mais avec l'installation d'un nouvel ordinaire, l'évêque Luigi Maria Marelli, qui avait une réputation d'orthodoxie et d'intolérance à la nouveauté – théologique ou autre –, les chances d'avancer dans la hiérarchie ecclésiastique semblaient plutôt sombres pour lui.

En mai 1915, Roncalli fut mobilisé comme aumônier lors du premier conflit mondial. Après qu'il eut vécu la terrible expérience de la guerre des tranchées, qui avait de quoi donner à réfléchir, son supérieur, l'évêque Marelli, le nomma directeur de la Maison d'études de Bergame, puis directeur spirituel du Séminaire diocésain. Il fut également nommé aumônier de l'Union des femmes catholiques (UFC). Selon Mary Martínez, c'est à l'occasion d'une grève des ouvrières de l'UFC que Roncalli rencontra une âme sœur en la personne de Giuditta Montini, organisatrice de la trêve et militante politique de la démocratie chrétienne, mère du futur pape Paul VI<sup>4</sup>.

L'année 1921 devait lui amener un brusque retour de fortune. Pie X avait obligé les modernistes à se terrer, mais avec Giacomo della Chiesa siégeant maintenant sur le trône papal sous le nom de Benoît XV, ils refirent surface, plus virulents que jamais.

Le pape Benoît XV convoqua Roncalli à Rome et le nomma président du Conseil central pour la propagation de la foi en Italie, avec un bureau à la Curie.

Malheureusement pour Roncalli, un an après, le pape Benoît XV décédait. Son successeur était Achille Ratti, qui devint le pape Pie XI. Pour les visionnaires de l'Église Nouvelle, cette élection était un nouveau revers temporaire.

Tout en oeuvrant à la *Propaganda Fide*, Mgr Roncalli établit d'importants contacts politiques avec Giorgio Montini, rédacteur en chef d'*Il Cittadino de Brescia* et militant du *Partita Popolare Italiana* (PPI), parti antifasciste que dirigeait Don Luigi Sturzo. C'est à peu près à cette époque qu'il rencontra le fils aîné de Montini, le très prometteur Mgr Giovanni Battista, qui rentrait de Pologne. Les deux hommes nouèrent une solide amitié qui devait durer toute la vie<sup>5</sup>.

En 1924, Mgr Roncalli obtint un poste de professeur de théologie et d'histoire ecclésiastique à l'université pontificale du Latran.

Martínez signale que c'est dans le cadre de son enseignement au Latran que Roncalli commença de « pimenter » ses cours avec les écrits de l'anthroposophe Rudolf Steiner, ancien adepte de la secte occulte *Ordo Templi Orientis*, selon qui feu le cardinal Rampolla était une lumière à suivre<sup>6</sup>. Elle souligne que les remarques imprudentes de Roncalli arrivèrent aux oreilles de Pie XI. Cet incident eût entraîné l'éviction immédiate de l'intéressé de son poste à l'Université pontificale, n'eût été l'intercession du Secrétaire d'État, le cardinal Pietro Gasparri, qui offrit à son ami Roncalli un évêché et un poste de diplomate dans les Balkans en attendant des jours meilleurs<sup>7</sup>.

D'autre part, Peter Hebblethwaite, biographe de Roncalli, indique que le bannissement de Rome de l'intéressé fut déclenché par des remarques inopportunes – pro-PPI, pro-démocratie chrétienne et antifascistes – lors d'un sermon prononcé à la cathédrale de Bergame le 1<sup>er</sup> septembre 1924, à l'occasion du dixième anniversaire de la mort de l'évêque Radini-Tedeschi<sup>8</sup>.

Mgr Roncalli fut Visiteur apostolique, puis Délégué apostolique en Bulgarie de mars 1925 à janvier 1935. Pie XI le nomma alors Nonce apostolique en Turquie et en Grèce, où l'islam et l'orthodoxie grecque – respectivement – dominaient la scène religieuse<sup>9</sup>.

---

<sup>4</sup> Voir Hebblethwaite, *John XXIII*, p. 45, et Martínez, *The Undermining of the Catholic Church*, p. 116.

<sup>5</sup> Hebblethwaite, p. 53.

<sup>6</sup> Martínez, p. 58.

<sup>7</sup> Ibid., p. 117.

<sup>8</sup> Hebblethwaite, *John XXIII*, p. 53.

<sup>9</sup> Voir Barry Rubin, *Istanbul Intrigues – Espionnage, Sabotage and Diplomatic Treachery in the Spy Capital of World War II* (New York, Pharos Books, 1991).

Pendant la seconde Guerre mondiale, Roncalli passa le plus clair de son temps à s'occuper de questions humanitaires, en particulier de l'épreuve que vivaient les Juifs. Le pape Pie XII lui ordonna de délivrer de faux certificats de baptême aux Juifs pour que ceux-ci puissent se réinstaller en Palestine, qui était alors sous domination britannique. Roncalli regimba.

Il informa le pape que c'était folie de céder à la revendication sioniste d'une patrie en Palestine, car cette revendication ne pouvait se justifier ni par des raisons historiques, ni par des raisons politiques. Roncalli s'opposait à ce que les Arabes, y compris un grand nombre d'Arabes chrétiens, soient chassés de leur terre pour faire place aux sionistes. Son point de vue était partagé par le cardinal Luigi Maglione, Secrétaire d'État du Vatican, mais Pie XII n'en démordit pas. Roncalli entreprit alors de rédiger de faux certificats de baptême<sup>10</sup>.

À la Noël 1944, Roncalli était en poste à Paris comme Nonce auprès de la Quatrième République. Il réussit à sauver la mise aux évêques français qui s'étaient rangés aux côtés du gouvernement de Vichy (1940-1944) contre les Forces Françaises Libres. Le vainqueur, le général Charles de Gaulle, exigeait alors sa « livre de chair »<sup>11</sup>.

En mai 1952, Roncalli – âgé de soixante et onze ans – fut informé par Mgr Montini, Substitut à la Secrétairerie d'État du Vatican, que Pie XII l'avait nommé premier Observateur permanent du Vatican auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), qui venait d'être créée à Paris. Le crédit de ce coup diplomatique revint à Jacques Maritain, Ambassadeur de France auprès du Saint-Siège<sup>12</sup>.

Des indices tendent à démontrer qu'au cours de ses années hors de Rome, Roncalli a été initié à la franc-maçonnerie, bien que le Canon 2335 du Code de droit canon de 1917 interdise formellement d'en faire partie.

Selon Mary Martínez, qui est un reporter chevronné, le journaliste milanais Pier Carpi (pseudonyme) dit avoir la preuve absolue que durant son séjour à Istanbul, Roncalli fut initié dans la franc-maçonnerie, où il devait atteindre le 18<sup>ème</sup> degré rosicrucien<sup>13</sup>.

Après que Roncalli eut quitté son poste de Paris, des membres de la Garde Républicaine rapportèrent qu'il assistait régulièrement aux réunions du jeudi soir de la loge maçonnique du Grand Orient de France<sup>14</sup>.

Des années après la mort de Jean XXIII, des obituaires favorables furent publiés par des francs-maçons de haut niveau, qui applaudissaient Roncalli en tant que frère ayant accordé « sa bénédiction, sa compréhension et sa protection » à l'Œuvre<sup>15</sup>.

Le 14 novembre 1952, l'archevêque Roncalli reçut de Montini, qui était alors Pro-Secrétaire d'État, une lettre confidentielle lui demandant s'il accepterait le poste de Patriarche de Venise, dont le siège allait être rendu vacant par le décès imminent de l'archevêque Carlo Agostini<sup>16</sup>. C'était là une offre audacieuse, eu égard au fait que Roncalli approchait de l'âge de la retraite.

Fort désireux de retourner chez lui, Roncalli se déclara prêt à accepter l'offre de Pie XII. Il fut élevé au cardinalat le 12 janvier 1953 et nommé Patriarche de Venise trois jours plus tard.

---

<sup>10</sup> Martínez, p. 76 et 77.

<sup>11</sup> Ibid. p. 70. – NdT : allusion à la pièce de Shakespeare *Le Marchand de Venise*, dans laquelle l'usurier Juif Shylock – pour venger les vicissitudes imposées à ses correligionnaires, et en particulier à lui-même – exigeait que lui fût donnée en paiement une livre de chair de son débiteur insolvable, qui se trouvait être un gentil.

<sup>12</sup> L'UNESCO était l'agence des Nations Unies que les Soviétiques avaient le mieux réussi à pénétrer. Le KGB et le GRU se servaient de cette organisation pour répandre la désinformation et la propagande pro-communiste. En décembre 1971, les services secrets français estimaient qu'un tiers environ des fonctionnaires soviétiques de l'UNESCO étaient des agents des services secrets ou des services de renseignement militaires de l'URSS. Les hauts fonctionnaires de l'UNESCO étaient ouvertement pro-soviétiques. Or, à aucun moment, le Saint-Siège ne reconnut publiquement que l'UNESCO fût un foyer actif d'agents soviétiques. Voir Richard Deacon, *The French Secret Service*, p. 229 et 230.

<sup>13</sup> Martínez, p. 117.

<sup>14</sup> Ibid.

<sup>15</sup> Voir Piers Compton, *The Broken Cross* (Cranbrook, Western Australie : Veritas Publishing Co., 1984), p. 49 et 50.

<sup>16</sup> Hebblethwaite, *John XXIII*, p. 114.

Le 4 novembre 1958, le cardinal Roncalli accédait au Siège de Pierre sous le nom de Jean XXIII<sup>17</sup>. Il avait près de soixante-dix-sept ans, mais rappelons qu'il était censé être un pape de transition. Bien que son pontificat ait duré moins de cinq ans, il réussit à accomplir sa double mission, qui était de construire l'appareil devant servir à mettre en œuvre la Révolution sous la forme d'un concile général, ainsi que de préparer la voie à son successeur, Giovanni Battista Montini.

### **Les consistoires du pape Jean XXIII**

Au consistoire du 15 décembre 1958, Giovanni Battista Montini, archevêque de Milan, fut le premier cardinal créé par Jean XXIII. Au cours des quatre consistoires suivants, Roncalli fit largement dépasser au Collège des Cardinaux l'effectif complet de cet organe, qui était de soixante-dix membres<sup>18</sup>. C'est l'archevêque Montini qui lui avait fourni la liste des candidats<sup>19</sup>.

Cette composition d'un Sacré Collège favorable était la version Vatican II de la tentative accomplie en 1930 par Franklin D. Roosevelt de composer une Cour Suprême qui lui serait favorable, à la grande différence près que la tentative du Président américain avait été éventée.

Deux facteurs furent déterminants pour la nomination des nouveaux cardinaux : la nécessité de poursuivre l'internationalisation, à savoir la « déromanisation » de la Curie entreprise sous Pie XII, et la nécessité d'assurer des voix à Montini en vue du conclave suivant.

Parmi ces constructeurs de l'Église conciliaire ayant reçu le chapeau rouge des mains de Jean XXIII figuraient :

- Augustine Bea, SJ
- Leo-Josef Suenens, archevêque de Malines-Bruxelles (Belgique)
- Amleto Giovanni Cicognani, délégué apostolique aux États-Unis
- Carlo Confalonieri, secrétaire de la Sacrée Congrégation des séminaires et universités
- Franziskus König, archevêque de Vienne (Autriche)
- Paolo Giobbe, Nonce intérimaire aux Pays-Bas
- Julius Döpfner, évêque de Berlin (Allemagne)
- Arcadio María Larraona, CMF, secrétaire de la Sacrée Congrégation des religieux
- Bernard Jan Alfrink, archevêque d'Utrecht (Pays-Bas)

Moins de trois mois après être devenu pape, Jean XXIII consacrait Albino Luciani, future pape Jean-Paul 1<sup>er</sup>, évêque de Vittorio Veneto (Italie), qui devait ensuite être nommé Patriarche de Venise par Paul VI. Le nom de l'archevêque Luciani sera en tête de la liste de Paul VI pour la nomination au cardinalat, lors du consistoire du 5 mars 1973. Le cardinal Luciani avait le privilège d'être un des très rares Italiens admis dans le cercle de Montini<sup>20</sup>.

### **Jean XXIII convoque un concile général**

---

<sup>17</sup> Lors du conclave d'octobre 1958, il y avait 51 électeurs. Le cardinal Roncalli était *papabile*. Il y eut onze tours de scrutin. Roncalli fut élu le troisième jour, soit le 28 octobre 1958. L'archevêque était prêt, car selon Martínez, Mgr Bruno Heim, secrétaire de Roncalli, travaillait depuis des semaines sur les futures armoiries papales de l'intéressé.

<sup>18</sup> On trouvera les noms des cardinaux élus lors des consistoires organisés de 1903 à 2001 sur le site Internet suivant : [http://www.stjohnxxiii.com/Cardinals/The\\_Cardinals\\_of\\_the\\_Church/consistories-xx.htm](http://www.stjohnxxiii.com/Cardinals/The_Cardinals_of_the_Church/consistories-xx.htm).

<sup>19</sup> Martínez, p. 119. Voir aussi Komonchak, éd., *History of Vatican II*, p. 325.

<sup>20</sup> Martínez, p. 131. Les cardinaux créés par Jean XXIII n'appartenaient pas tous à l'aile « progressiste » ou « libérale » que dominait le groupe du Rhin. Parmi les exceptions figuraient Antonio Bacci, Secrétaire des Brefs, qui fut élu au consistoire du 28 mars 1960. Le cardinal Bacci devait faire cause commune avec le cardinal Ottaviani dans la lutte contre le *Novus Ordo Missae*.

Historiquement parlant, il existe pour un pape quatre motifs de convoquer un concile œcuménique (« universel ») ou général de tous les évêques du monde : 1. mettre fin à un schisme ; 2. condamner l'hérésie ; 3. préciser un ou plusieurs points de dogme ; 4. instituer une réforme au sens traditionnel du terme, c'est-à-dire s'attaquer au laxisme en matière de discipline ou de morale ecclésiale<sup>21</sup>.

Or, le concile œcuménique de Jean XXIII (1962-1965) n'a été convoqué pour aucun de ces motifs. Il a été convoqué dans un but ostensible d'*aggiornamento* ou de « mise à jour » de l'Église, c'est-à-dire pour faire entrer l'Église dans le « monde moderne ».

Le Concile a été déclaré « pastoral » par opposition à un concile « dogmatique ». Cette distinction terminologique a cependant créé une fausse dichotomie, car la Vérité révélée ne peut jamais être opposée à d'authentiques considérations pastorales.

Jean XXIII ne engagea en aucune manière dans les condamnations et les anathèmes qui, dans le passé, annonçaient l'introduction de réformes légitimes dans la vie de l'Église. Cela ressort du reste clairement du discours – rédigé par Montini – qu'il prononça devant les plus de deux mille Pères du Concile réunis pour l'ouverture solennelle de ce dernier dans la basilique Saint-Pierre, le 11 octobre 1962<sup>22</sup>.

Comme l'écrit Amerio dans *Iota Unum*, Paul VI a reformulé ensuite les objectifs du Concile en y incluant : 1. la prise en compte par elle-même de l'Église ; 2. une « réforme » en termes d'autocorrections ; 3. la *causa unionis*, à savoir la question de l'unité des chrétiens ; 4. « l'établissement d'un pont avec le monde moderne »<sup>23</sup>.

Il paraît que l'inspiration du Concile a frappé Jean XXIII comme « un éclair venu du ciel ». La réalité semble cependant plus terre-à-terre.

Pie XI avait interrogé ses cardinaux sur l'opportunité d'un concile général lors d'un consistoire secret tenu le 23 mai 1923, et ils lui avaient déconseillé d'en organiser un au motif que cela ouvrirait la porte aux architectes de la Révolution présents dans l'Église<sup>24</sup>.

Pie XII, lui aussi, avait envisagé de convoquer un concile général au début de son pontificat, et il était allé jusqu'à charger le Saint Office d'en établir l'avant-programme<sup>25</sup>. Le premier Secrétaire de la Commission préparatoire secrète était un jésuite belge, l'abbé Pierre Charles<sup>26</sup>. Malheureusement pour les révolutionnaires, les contingences de la deuxième Guerre mondiale, suivie de la Guerre froide et du manque de crédits, militèrent à l'époque contre la convocation d'un concile œcuménique<sup>27</sup>.

Comme le note Martínez, avant même que Jean XXIII eut entamé son pontificat, l'archevêque Montini – avec le groupe du Rhin, dont des sommités révolutionnaires telles que le théologien suisse Hans Küng, Leo-Jozef Suenens, Julius Döpfner, Franziskus König, Augustin Bea et Albino Luciani – avait déjà remanié les plans du pape Pie XII relatifs à un concile général lors d'une série de réunions secrètes à haut niveau tenues à Munich<sup>28</sup>.

---

<sup>21</sup> Komonchak, p. 71 – 22.

<sup>22</sup> Le discours prononcé le 11 octobre 1962 par le pape Jean XXIII lors de l'ouverture du deuxième Concile du Vatican peut être consulté sur le site Internet <http://www.papalencyclicals.net/vatican2.htm>. Ce site contient aussi tous les documents du Concile. On trouvera une excellente critique du discours en question dans l'ouvrage d'Amerio *Iota Unum*, p. 73 à 79.

<sup>23</sup> Amerio, p. 62 et 63.

<sup>24</sup> Abbé Paul Kramer, *The Devil's Final Battle* (New York : Good Counsel Publications Inc., 2002), p. 45.

<sup>25</sup> Komonchak, p. 15.

<sup>26</sup> Ibid., p. 64.

<sup>27</sup> Ibid., p. 55 à 57. Où le Saint-Siège se procura-t-il les crédits nécessaires pour financer un concile général ? C'est un secret aujourd'hui encore. Aucun budget de la Commission pour l'administration du patrimoine du Saint-Siège (la Banque du Vatican) n'a jamais été rendu public. Les estimations relatives au coût des trois sessions du Concile se situent entre 25 et 75 millions de dollars des États-Unis. Les modifications apportées à la basilique Saint-Pierre ont coûté à elles seules plus de 950.000 dollars. Les Pères du Concile disposant de moyens suffisants ont pu subvenir eux-mêmes à leurs besoins, mais le Vatican a dû verser des subsides aux évêques des pays pauvres. Les hiérarchies des États-Unis et d'Allemagne ont, paraît-il, apporté une généreuse assistance financière. Il est probable aussi que des fonds ont été versés par certains groupes qui avaient intérêt à ce que se tienne un Concile général ayant pour objet de miner et d'affaiblir l'Église catholique romaine : par exemple, les agences de renseignement des États-Unis, la franc-maçonnerie internationale et le lobby juif international.

<sup>28</sup> Martínez, p. 108. Pour une analyse des dirigeants et de l'ordre du jour du groupe du Rhin et de leurs *periti*, voir le père Ralph M. Wiltgen, SVD, *The Rhine Flows into the Tiber* (Rockville, III. Tan Books, 1966). Avec l'appui de l'archevêque Montini, qui travaillait de l'intérieur à orienter le Concile, le groupe du Rhin put contrôler le mécanisme du Concile en assurant une composition avantageuse des commissions, en modifiant les règlements et en pratiquant une micro-gestion de la presse.

Roncalli n'était pas présent à ces réunions.

Tandis que sur l'ordre de Jean XXIII, la Curie et la Commission préparatoire du Concile s'attelaient fièvreusement à la rédaction de schémas orthodoxes ouvertement conçus pour servir de base aux délibérations des Pères, Montini et compagnie s'occupaient à rédiger des schémas parallèles destinés à être adoptés lorsque l'ordre viendrait de mettre au panier les projets approuvés par la Curie et de tout reprendre à zéro<sup>29</sup>.

Quant aux membres de l'opposition loyale, ils étaient faibles et sans organisation, et ils commirent l'erreur fatale de sous-estimer grossièrement les capacités de l'ennemi. À mi-chemin du Concile, ils s'effondrèrent littéralement. Il n'y a là rien de surprenant dans la mesure où ils avaient contre eux aussi bien Paul VI que Jean XXIII, titulaires du pouvoir suprême au sein de l'Église.

*The Plot Against the Church*, de Maurice Pinay, initialement publié en italien, fut diffusé à l'automne 1962, durant les premiers jours du Concile. Un tel ouvrage montre bien que tout le monde n'était pas ignorant des intrigues politiques et théologiques ourdies par les fabricants du Concile<sup>30</sup>.

La majorité des Pères écartèrent cependant les avertissements précoces concernant le mauvais coup qui se préparait, car ils étaient grisés par l'atmosphère euphorique et le tapage médiatique ayant accueilli l'ouverture du deuxième Concile du Vatican. Ils auraient pourtant bien dû s'inquiéter du fait que les ennemis de l'Église, y compris les milieux libéraux, les communistes, les francs-maçons et les sionistes, saluaient partout l'événement comme constituant un gigantesque pas en avant pour l'humanité.

## Cardinal Montini – La main cachée

Il est amplement reconnu aujourd'hui – par les adversaires comme par les partisans de la Révolution qui a fait rage dans l'Église – que le cardinal Montini contrôlait en coulisses, depuis Milan, l'orientation et l'ordre du jour des premières journées du Concile. Après l'ouverture de ce dernier, Montini transporta le centre de ses opérations dans la suite qu'il occupait au Vatican et qui était traditionnellement réservée aux cardinaux résidents.

Selon Amerio, *L'Osservatore Romano* publia, la veille du Concile, des extraits d'un livre sur l'avenir de ce dernier, écrit par le cardinal Montini et publié par l'Université de Milan. Montini y soulignait que la mission du Concile était de réaménager la Foi pour en minimiser les éléments surnaturels, afin de la rendre plus acceptable par le monde moderne et l'homme moderne<sup>31</sup>.

Dans la même veine, Martínez signale que quatre jours *avant* l'« éclair » qui aurait inspiré le Concile au pape Jean, non seulement Küng déclara devant un public stupéfait, lors d'une conférence organisée à la Hofkirche (abbatiale) de Lucerne, en Suisse, qu'il allait y avoir un concile général, mais il en indiqua l'orientation et l'ordre du jour<sup>32</sup>.

En publiant un an avant l'ouverture du Concile *The Council, Reform and Reunion*, Küng a montré qu'il en savait plus que le pape Jean sur ce concile à venir<sup>33</sup>.

## Trahison

---

<sup>29</sup> Komonchak, p. 426.

<sup>30</sup> Maurice Pinay, *The Plot Against the Church* (Palmdale, Calif. : Christian Book Club of America, 1967). Publié à l'automne 1962 pour coïncider avec la première session du Concile, ce livre de 700 pages fut attaqué pour antisémitisme à cause de ses allusions au lobby juif international et au sionisme international, présentés comme « la synagogue de Satan ». Or, étant donné l'auto-démolition de l'Église qui a suivi la clôture du deuxième concile du Vatican, il vaut amplement la peine d'être lu. L'édition anglaise est une traduction faite en 1967 à partir des éditions allemande et espagnole.

<sup>31</sup> Amerio, p. 67 et 68.

<sup>32</sup> Martínez, p. 108.

<sup>33</sup> Ibid., voir Hans Küng, *The Council, Reform and Reunion*, New York : Sheed and Ward, 1961).

Pour préparer le Concile, le Bureau de la Secrétairerie avait écrit aux évêques catholiques du monde entier afin de solliciter leur avis sur les thèmes à y étudier. Dans les réponses à ce sondage, le problème du communisme arriva en tête de liste.

Mais comme indiqué au chapitre précédent, Jean XXIII – agissant à l’instigation du cardinal Montini – approuva, deux mois avant l’ouverture du Concile, la signature de l’accord de Metz, conclu avec des émissaires de Moscou et aux termes duquel les Soviétiques permettraient à deux représentants de l’Église d’État russe d’assister au Concile en échange du silence absolu de ce dernier sur la question du communisme et du marxisme.

À l’exception du cardinal Montini, qui avait chargé le pape Jean d’entamer des négociations avec Moscou, du cardinal Eugène Tisserant, qui avait signé l’accord de Metz, et de l’évêque Jan Willebrands, qui avait pris les derniers contacts avec les représentants de l’Église d’État russe, les Pères de l’Église présents au Concile ignoraient l’existence et la nature de l’accord de Metz et l’effroyable trahison qu’il représentait<sup>34</sup>.

Le degré de tromperie et de duplicité qui caractérisait les termes de l’accord de Metz apparaît clairement à la lecture du commentaire bien connu du père Ralph Wiltgen sur le Concile, *Le Rhin se jette dans le Tibre*, écrit en 1966 et dans lequel l’auteur assure à ses lecteurs qu’il n’existait aucun obstacle à un débat sur le communisme au Concile :

La question du communisme n’a été abordée directement ni à la réunion de Paris, ni à celle de Moscou. L’Église orthodoxe russe n’a formulé aucune demande pour que cette question ne soit pas traitée au Concile, et Mgr Willebrands n’a donné aucune assurance qu’elle ne le serait pas. En exposant l’ordre du jour du Concile, Mgr Willebrands s’est borné à dire que le problème était traité de manière positive dans le programme du Concile. Cependant, il a bien précisé qu’une fois le Concile ouvert, les Pères seraient libres de modifier ce programme et d’y introduire toute question de leur choix<sup>35</sup>.

Tout n’alla cependant au mieux pour les Soviétiques durant le Concile.

Avant l’arrivée des observateurs de l’Église d’État russe, le 12 octobre 1962, les évêques ukrainiens de l’émigration publièrent une déclaration dans laquelle ils exprimaient leur « amertume » de ne pas rencontrer au Concile Mgr Josyf Ivanovycè Slipiy, seul survivant des onze évêques d’Ukraine, qui avait passé dix-huit ans dans les geôles stalinienne, les camps de travail et l’exil sibérien, alors que la hiérarchie de l’Église avait obtenu la représentation au Concile de responsables de l’Église d’État russe<sup>36</sup>.

Dans le communiqué de presse ukrainien, il était souligné que la présence des deux observateurs de l’Église d’État russe au deuxième concile du Vatican « [avait] perturbé les croyants [...] on accomplit un acte œcuménique et l’on oublie les souffrances de l’Église d’Ukraine ? »<sup>37</sup> Le communiqué souligne que la présence des Russes au Concile « peut être

---

<sup>34</sup> L’accord de Metz, manigancé par Montini avec la coopération du pape Jean XXIII, représentait une invraisemblable trahison. Mais la trahison de la confiance des Pères de l’Église présents au Concile n’était rien comparée à celle de la hiérarchie, du clergé et des fidèles uniates qui croupissaient dans le goulag soviétique pour avoir refusé de s’intégrer à la religion orthodoxe russe contrôlée par les Soviétiques, ainsi qu’à celle des millions de chrétiens qui languissaient derrière les Rideaux de fer et de bambou.

<sup>35</sup> Voir Wiltgen, p. 122.

<sup>36</sup> Mgr Josyf Ivanovycè Slipiy est né le 17 février 1882 à Sazdryst, Ternopil, dans l’archidiocèse de Lvov, en Ukraine. Il fit ses études au collège de Ternopil et à l’Université de Lvov et fut ordonné prêtre le 30 septembre 1917. Il fut consacré archevêque de Lvov le 22 décembre 1939. Cinq ans après, il était arrêté et envoyé en Sibérie pour dix-huit ans par le régime soviétique. Il fut libéré en 1963 grâce à l’intervention du Président John Kennedy et du pape Jean XXIII et envoyé en exil à Rome. Après les protestations formulées par ses compatriotes, Mgr Slipiy put assister aux trois dernières sessions du deuxième concile du Vatican et fut élevé au cardinalat par le pape Paul VI le 22 février 1965. Il mourut le 7 septembre 1984. Ses obsèques furent retardées plus de dix jours pour permettre à des fidèles du monde entier d’y assister, et plus d’un million d’entre eux vinrent lui rendre hommage. Voir le site Internet de l’Église grecque-catholique orthodoxe : [www.papalvisit.org.ua/eng/ugcc\\_slipiy-php](http://www.papalvisit.org.ua/eng/ugcc_slipiy-php).

<sup>37</sup> Cet incident est rapporté par Andrea Riccardi dans *Il Vaticano e Mosca* (Rome : 1993) Laterza éd., au chapitre VII intitulé « Fine della Condanna, Inizio del Dialogo » ; par le Révérend père Michael Simoulin dans *Was the « Good Pope » a Good Pope ?*, partie I, The Angelus,



considérée non pas comme un fait de caractère religieux et ecclésiastique, mais comme un acte contaminé par une intention étrangère à la religion, accompli par le régime soviétique afin de semer la confusion »<sup>38</sup>.

On sait, à présent, que lors du concile Vatican II, les Pères de l'Église n'avaient pas les mains libres sur la question du communisme et du marxisme, le cardinal Tisserant ayant été chargé – en tant que Premier Président du Concile – de s'assurer qu'il soit fait silence sur cette question et que cette dernière ne fasse jamais l'objet d'un débat public.

Le cardinal Tisserant y éprouva cependant quelque difficulté, étant donné la détermination de nombreux prélats à insister sur l'adoption d'un schéma spécifiquement axé sur une réfutation exhaustive du communisme. S'il put s'acquitter de cette mission, ce fut parce que Paul VI avait la maîtrise de l'ordre du jour du Concile. Une fois la situation calmée, il apparut que la seule allusion au communisme était une note en bas de page reprenant les déclarations des papes précédents contre le communisme. La trahison était consommée. Au cours de l'époque suivante, qui devait être celle de l'*Ostpolitik*, la condamnation du communisme acheva de perdre sa place prééminente dans le magistère romain.

Ce changement de paradigme dans la condamnation historique du communisme par l'Église n'est qu'un des nombreux changements de cap observés au sein de cette dernière sous le pontificat relativement bref de Jean XXIII.

Le pape Jean a été responsable aussi des grands changements apportés à la sainte Liturgie, ainsi que de l'introduction de nombreuses nouveautés liturgiques.

Parmi ces innovations figurait la promotion de la « messe dialoguée », inaugurée sous Pie XII, au cours de laquelle l'assemblée des fidèles récite une grande partie de l'office et fait les réponses en union avec le célébrant. Le pape Jean a ordonné la suppression des prières léonines à la fin de la Messe, y compris le *Salve Regina* et la prière à saint Michel Archange. Il a également supprimé le Dernier Évangile (début de l'Évangile selon saint Jean). En 1960, il a ôté l'adjectif *perfidis* (perfides) de l'intercession solennelle du Vendredi Saint en faveur des Juifs<sup>39</sup>. En 1962, il a ordonné que le nom de saint Joseph soit inséré dans le Canon de la Messe, ce qui était inopportunément symbolique dans la mesure où le texte du Canon est censé rester inchangé.

Jean XXIII n'était pas ce que les traditionalistes appellent un « pape marial »<sup>40</sup>.

Selon le frère Michel de la Sainte-Trinité, auteur du célèbre ouvrage en quatre volumes sur Fatima intitulé *Toute la vérité sur Fatima*, le 13 septembre 1959, tous les évêques d'Italie ont solennellement consacré leur nation au Cœur Immaculé de Marie. Pourtant, souligne le frère Michel, « le pape Jean XIII encouragea si peu le mouvement que son silence et sa réserve ne pouvaient passer inaperçus »<sup>41</sup>.

Le 17 août 1959, le pape Jean se fit apporter à Castelgandolfo l'enveloppe contenant le troisième Secret de Fatima, les deux premiers secrets ayant été révélés en 1942 avec l'autorisation de Pie XII. Des années après, le cardinal Ottaviani, Préfet du Saint-Office, qui était présent lors de cet événement historique, déclara que Jean XXIII avait placé le Secret « dans une de ces archives qui sont comme un puits très profond et très obscur, dans lequel les

---

23 septembre 2000, n° 9 ; ainsi que par le site Internet [www.ssp.ca/Angelus/2000\\_September/Was\\_Good\\_Pope\\_Good\\_Pope\\_Pt1.htm](http://www.ssp.ca/Angelus/2000_September/Was_Good_Pope_Good_Pope_Pt1.htm). L'ouvrage en trois parties du père Simoulin sur le pontificat du pape Jean XXIII est tout à fait remarquable.

<sup>38</sup> Ibid.

<sup>39</sup> Komonchak, p. 22.

<sup>40</sup> Ibid., p. 7.

<sup>41</sup> Les commentaires du frère Michel de la Sainte-Trinité sont tirés de l'exposé sur « Le mystère du troisième Secret de Fatima » qu'il a fait le 24 novembre à Rome lors d'une conférence patronnée par la Croisade Internationale du Rosaire de Fatima, que dirige le père Nicholas Gruner. Le texte intégral peut être consulté sur le site Internet <http://www.shrineofsaintjude.net/home1301.html>. L'ouvrage en quatre volumes sur Fatima est disponible auprès d'Immaculate Heart Publications, Buffalo, NY.

papiers tombent et ne sont plus jamais revus de personne »<sup>42</sup>. Le pape Jean écarta le troisième Secret en disant : « ce n'est pas pour notre temps »<sup>43</sup>.

En mars 1963, trois mois seulement avant sa mort, le pape Jean créa – très certainement sur les instructions du cardinal Montini – une commission de six membres chargée d'étudier les questions relatives au contrôle des naissances (pas de naissances et pas de contrôle) et à celui de la démographie (le population). Faisant office de précurseur, cette commission jeta les bases de la débâcle d'*Humanae Vita* (1968) et de la crise d'autorité qui devait accompagner cette dernière. Nous reviendrons, dans la suite du présent chapitre, sur ce lamentable épisode de l'histoire de l'Église.

À la mort de Jean XXIII, le 3 juin 1963 à l'âge de quatre-vingt-un ans, le monde tourna ses regards vers son successeur, le cardinal Giovanni Battista Montini, qui accédait au trône de Pierre sous le nom de Paul VI<sup>44</sup>.

## **Le pape Paul VI – Les premières années**

Ayant déjà abordé certains aspects des jeunes années de Giovanni Battista Montini sous la forme de brèves anecdotes disséminées dans ce texte, nous nous contenterons d'évoquer brièvement ici l'âge tendre de l'intéressé.

Montini est né le 26 septembre 1897 dans la maison de campagne de sa famille, située dans le village de Concesio, à huit kilomètres au nord de Brescia, en Lombardie<sup>45</sup>. À la naissance de l'enfant, sa grand-mère paternelle Francesca Buffali Montini, matriarche de la famille, décréta que Giuditta, sa mère, était trop faible pour l'allaiter, et il fut expédié à Peretti, où il passa les quatorze premiers mois de sa vie en compagnie d'une nourrice<sup>46</sup>.

Le jeune Battista était dorloté et vivait dans le confort. C'était un enfant « fragile » et « pleurnichard » flanqué de deux frères apparemment en bonne santé, Lodovico, l'aîné, et Francesco, le benjamin.

Giorgio Montini, le père de Battista, réussissait dans le journalisme. Il était rédacteur en chef du journal catholique local *Il Cittadino* et membre de la Chambre des députés italienne. Giorgio et Giuditta Montini partageaient la même passion pour la politique de la gauche, passion qui devait se transmettre à tous leurs fils.

À l'âge de six ans, Battista entra au Collegio Cesare Arici de Brescia, établissement tenu par des jésuites. Il y resta jusqu'à quatorze ans, âge auquel ses parents l'en retirèrent pour raisons de santé<sup>47</sup>.

À l'instar de Pacelli, Battista poursuivit ses études secondaires avec des précepteurs privés choisis par ses parents, dont des oratoriens de l'église voisine de Santa Maria della Pace. Les oratoriens représentaient l'avant-garde cléricale de l'époque. Ils se situaient politiquement plus près de l'antifascisme de Giorgio Montini et de son épouse que les prêtres jésuites traditionalistes du collège Arici. Ils restèrent l'une des principales sources d'influence sur Montini pendant toute sa vie. Même après que celui-ci fut entré au service du Saint-Siège, il conserva un confesseur oratorien.

Comme l'avaient fait les parents d'Eugenio Pacelli, les Montini usèrent de leur influence auprès du réseau de « vieux copains » du Vatican – après l'ordination de leur fils à Brescia le 29 mai 1920 – pour faire échapper Battista à une affectation paroissiale et le propulser à Rome afin qu'il puisse y mener une carrière diplomatique au service du Saint-Siège. C'est à dessein que j'emploie le mot « carrière » au lieu du mot « vocation ».

---

<sup>42</sup> Ibid.

<sup>43</sup> Komonchak, p. 71.

<sup>44</sup> Le bienheureux Angelo Giuseppe Roncalli a été béatifié par le pape Jean-Paul II le 3 septembre 2000.

<sup>45</sup> Hebblethwaite, *Paul VI*, p. 19.

<sup>46</sup> Depuis des siècles, l'Église fulminait contre le recours à une nourrice lorsque la mère est capable d'allaiter elle-même son enfant, mais cette admonition était largement ignorée des classes supérieures.

<sup>47</sup> Hebblethwaite, *Paul VI*, p. 29.

Peter Hebblethwaite, qui est en quelque sorte le biographe actuel de Montini, a eu du moins l'honnêteté de reconnaître ce fait.

Battista n'était pas particulièrement religieux. Son fort, c'était la politique et le piano, et en dehors de la célébration de la Messe ou de l'accomplissement de divers rites sacramentels, le jeune prêtre ne semblait guère porté sur la vie spirituelle. Il montrait en outre une aversion pour les dévotions mariales, en particulier le Rosaire, et disait préférer à tout cela une approche de la mariologie plus axée sur le Christ<sup>48</sup>.

Le 18 novembre 1921, l'abbé Montini entra à l'Accademia dei Nobili Ecclesiastici pour y étudier la diplomatie. Son inscription dans cet établissement fut facilitée par le cardinal Pietro Gasparri, allié de longue date de Rampolla et à présent Secrétaire d'État. Excellent prêtre politicien, mais étudiant médiocre, Montini avança très vite dans ses cours de diplomatie, mais ne passa que de justesse son diplôme de droit canon à l'Université grégorienne.

En 1923, Pie XI envoya le jeune diplomate à Varsovie comme attaché de la nonciature papale, mais la santé délicate de Mgr Montini ne pouvait supporter les rudes hivers polonais, et l'intéressé retourna à Rome, où il fut affecté à la Secrétairerie d'État, dirigée par le cardinal Gasparri.

## La vie dans la Curie romaine

Le supérieur direct de Montini à la Secrétairerie n'était autre que Mgr Francesco Brogongini-Duca, qui devait bientôt devenir archevêque. Celui-ci avait été le premier nonce du Vatican en Italie après la signature des traités du Latran. Le lecteur se souviendra que ce prélat avait été aussi le patron du jeune abbé Francis Spellman et un proche associé d'Angelo Roncalli. Il prit ensuite le jeune abbé Montini sous son aile et devint son patron et protecteur.

En plus de son travail à la Curie, l'abbé Montini fut nommé par Pie XI à l'aumônerie de la Fédération universitaire catholique italienne (FUCI), où le jeune prêtre put exhaler ses états d'âme antifascistes. Par l'intermédiaire de la FUCI, Montini noua une amitié personnelle durable avec Aldo Moro, l'un des fondateurs de l'anomalie politique née après la guerre et connue sous le nom de Parti démocrate-chrétien (PDC), auquel Montini et toute sa famille s'attachèrent religieusement.

Montini se lia d'amitié également avec Giulio Andreotti, dirigeant du PDC, qui devait devenir à dix-sept reprises Premier Ministre de l'Italie. Au cours de sa longue carrière politique, Andreotti passa des alliances partisans avec les communistes, les franc-maçons et la Mafia sicilienne<sup>49</sup>. C'est un fait bien connu que la Mafia n'aurait jamais pu devenir le colosse qu'elle est aujourd'hui sans la collusion de certains dirigeants démocrates-chrétiens et l'appui de la franc-maçonnerie<sup>50</sup>. Coucher avec quelqu'un, c'est être au lit à trois, vérité que Montini devait constater par lui-même en tant que pape Paul VI.

Durant les trente années qu'il a passées au Saint Office, Mgr Montini n'a jamais été aimé des membres de la Curie ou de leur personnel. Le cardinal pro-fasciste Nicola Canali, chef de l'administration du Vatican, ne cachait pas son intense inimitié pour le jeune diplomate. Quant à Mgr Alfredo Ottaviani (appelé à devenir ensuite cardinal), il méprisait lui aussi Montini.

Au cours de la guerre d'Abyssinie, l'abbé Montini exprima son soutien pour la Ligne des Nations, position contraire à la politique officielle du Vatican. Pie XI pensait que cette

---

<sup>48</sup> Ibid., p. 271.

<sup>49</sup> Voir James Glampe, « Giulio Andreotti », sur le site Internet <http://www.uwgb.edu/galta/333/andreet.htm>.

<sup>50</sup> Voir Sterling, *OCTOPUS*, p. 220. Comme le signale Sterling, il n'existe aucune preuve que les Alliés aient délibérément comploté pour livrer la Sicile à la Mafia. Simplement, c'est dans ce sens qu'on évolué les choses. Il est probable non pas que les Alliés aient conclu un large accord unique avec la Mafia, mais plutôt que des accords mineurs aient été passés entre membres subalternes de l'une et l'autre parties, souligne Sterling.

nouvelle organisation internationale allait usurper le rôle de médiateur traditionnellement joué par le Saint-Siège dans les conflits internationaux, ce qui fut le cas, et que la Ligue des Nations était un nid de francs-maçons et de communistes, ce qui était non moins exact<sup>51</sup>.

Certains membres de la hiérarchie italienne déploraient la rage antifasciste et pro-communiste de l'abbé Montini, que le jeune diplomate ne s'est jamais donné la peine de cacher. Certains évêques italiens étaient affligés de ce qu'ils percevaient comme étant, de sa part, un manque total de patriotisme envers son pays natal ; Montini n'a du reste jamais éprouvé de scrupules à trahir son pays et ses compatriotes auprès des Britanniques, des Soviétiques et des Américains durant la deuxième Guerre mondiale<sup>52</sup>. Selon le héros fasciste Roberto Farinacci, tout le monde savait que Montini était l'ami des ennemis de l'Italie<sup>53</sup>. Il n'avait pas tort.

En 1934, Montini se mit brièvement en congé de son travail à la Secrétairerie pour visiter l'Angleterre et l'Écosse en compagnie du Sicilien Mariano Rampolla da Tindaro, petit-neveu du cardinal Rampolla<sup>54</sup>.

Trois ans après, le cardinal Pacelli, désormais Secrétaire d'État, promut Montini au rang de *Sostituto* pour les affaires ordinaires, et en 1938, il l'invita à l'accompagner à Bucarest pour le Congrès eucharistique international.

Après que Pacelli fut devenu Pie XII, le 12 mars 1939, Montini poursuivit son travail à la Secrétairerie sous les ordres du cardinal Luigi Maglione, nouveau Secrétaire d'État. Toutefois, sa cote avait grimpé avec l'élection d'Eugenio Pacelli, qui fut, paraît-il, un deuxième père pour lui.

## Les années de guerre

Au cours de la deuxième Guerre mondiale, Pie XII chargea Montini de contribuer à ce que l'Italie puisse vivre dans l'ordre le futur retour à la paix, y compris en facilitant la formation d'un nouveau gouvernement italien conçu sur le modèle du Parti démocrate-chrétien.

Montini avait pour tâche de gérer un réseau souterrain aidant les réfugiés politiques, y compris les Juifs, à quitter le pays. À la fin de la guerre, les filières d'exfiltration du Vatican servirent à d'autres fins, dont l'« Opération Paperclip », qui consistait à transférer des scientifiques allemands et autrichiens aux États-Unis pour empêcher qu'ils ne tombent aux mains des Soviétiques<sup>55</sup>. Montini a également contribué à coordonner les efforts déployés par le Vatican pour assister les prisonniers de guerre et leurs familles par l'intermédiaire de la Croix Rouge Internationale.

Tout au long de la guerre, l'abbé Battista Montini, prêtre-diplomate de jour et intrigant la nuit, travailla en étroite collaboration avec les officiers et agents de renseignement alliés de l'U.S. Office of Strategic Services (OSS), ainsi qu'avec les services de renseignement britanniques et soviétiques contre les fascistes, les Japonais et les nazis. Montini joua un rôle actif dans la collecte de renseignements pour le compte des Alliés auprès des jésuites en poste au Japon, au sujet des cibles de bombardement stratégiques<sup>56</sup>. En retour, l'OSS s'empressa d'emplir les coffres du Vatican de dollars des États-Unis ainsi que des

---

<sup>51</sup> Hebblethwaite, *Paul VI*, p. 124.

<sup>52</sup> Owen Chadwick, *Britain and the Vatican During the Second World War* (London : Cambridge University Press, 1986), p. 265. Selon l'historien britannique Chadwick, il ne fait aucun doute que Montini a joué un rôle actif dans la communication à Londres des détails de l'armistice italien. Voir aussi Anthony Rhodes, *The Vatican in the Age of Dictators*.

<sup>53</sup> Ibid. p. 156.

<sup>54</sup> Hebblethwaite, *Paul VI*, p. 126.

<sup>55</sup> Linda Hunt, *Secret Agenda The United States Government, Nazi Scientists and Project Paperclip, 1944-1990* (New York : St-Martin's Press, 1991).

<sup>56</sup> Martínez, p. 82.

trésors de la Mafia sicilienne et des francs-maçons italiens (que Mussolini avait fait rentrer sous terre), afin de faciliter l'invasion alliée de l'Italie.

L'un des principaux amis que Montini s'est faits pendant la guerre était le célibataire Sir Francis Godlopin D'Arcy Osborne, ambassadeur de Grande-Bretagne auprès du Vatican, qui avait pris son poste en 1946. Lorsque l'Italie entra en guerre aux côtés de l'Allemagne, Osborne et son entourage masculin – secrétaire, majordome et valet de pied – cherchèrent refuge au Vatican<sup>57</sup>. C'est là que Montini et lui devinrent proches amis.

Osborne considérait Mgr Montini comme un excellent diplomate, quoique celui-ci n'eût pas l'envergure de son collaborateur à la Secrétairerie, Mgr Domenico Tardini (appelé à devenir ensuite cardinal). Il disait de Montini que c'était un intoxiqué du travail maîtrisant tout, un gentilhomme en toutes circonstances. Sur un plan personnel, il trouvait Montini aimable, persuasif, mais indécis<sup>58</sup>. Après la guerre, Osborne passa ses derniers jours à Rome, où il parrainait un club de jeunes gens que géraient les pères salésiens<sup>59</sup>. Né protestant et amateur occasionnel d'occultisme, Osborne mourut hors de l'Église, malgré les efforts que Montini aurait accomplis pour le convertir au catholicisme.

### Négociations secrètes avec les communistes

À l'été 1944, tandis que la guerre tirait à sa fin, Mgr Montini entama des négociations de haut niveau avec les communistes italiens afin de déterminer quel rôle le parti communiste jouerait après la guerre. Son objectif était de concocter une alliance avec le parti démocrate-chrétien, ainsi qu'avec les socialistes et les communistes<sup>60</sup>.

Comme le révèle Martínez, une réunion eut lieu le 10 juillet 1944 entre Mgr Montini, agissant au nom de Pie XII, et Palmiro Togliatti, chef incontesté du Parti communiste italien, qui venait de rentrer à Rome après un exil de dix-huit ans en Union Soviétique<sup>61</sup>. Il s'agissait là du premier contact direct entre le Vatican et un dirigeant communiste. Sur la base d'un accord entre le Parti démocrate-chrétien, les socialistes et les communistes, il fut établi un projet de plan aux termes duquel ces trois partis politiques se partageraient le contrôle total du gouvernement de l'Italie après la guerre. Ce plan définissait aussi les conditions d'une future coopération entre l'Église catholique et l'Union Soviétique<sup>62</sup>.

Pie XII avait l'intention de récompenser Mgrs Montini et Tardini pour leurs années de dévouement au Saint-Siège en les élevant au cardinalat lors d'un consistoire secret tenu en 1952, mais les deux hommes déclinèrent respectueusement cet honneur<sup>63</sup>. Montini ne devint donc pas membre du Collège des cardinaux et ne pouvait, par conséquent, être *papabile* au conclave de 1958, qui vit l'élection de Roncalli sous le nom de Jean XXIII.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, Pie XII nomma Montini archevêque de Milan. Celui-ci fut consacré le 12 décembre 1954 par le cardinal Eugène Tisserant. À Milan, Montini put acquérir l'expérience qui lui faisait cruellement défaut en continuant à accroître sa popularité au sein du Collège des cardinaux

### Montini à Milan

« ... Et la première opinion qu'on se forme d'un prince comme de son entendement vient de l'observation des hommes de son entourage : lorsqu'ils sont capables et fidèles, on peut toujours le considérer comme sage, car il a su reconnaître les hommes capables et conserver

---

<sup>57</sup> Chadwick, p. 22 et 23.

<sup>58</sup> Ibid., p. 23 et 24.

<sup>59</sup> Ibid., p. 232 et 233.

<sup>60</sup> Ibid., p. 81 et 82.

<sup>61</sup> Ibid.

<sup>62</sup> Ibid. Voir le document JR1022 publié par l'OSS, bureau de Washington D.C. Voir aussi Piers Compton, *The Broken Cross*, p. 51 et 52.

<sup>63</sup> Le dernier consistoire du pontificat de Pie XII eut lieu le 12 janvier 1953.

leur fidélité ; mais lorsqu'ils sont autres, on ne peut se former une bonne opinion de lui, car l'erreur primordiale qu'il a commise a été de les choisir. »<sup>64</sup>

Niccolo Machiavel  
*Le Prince* (1513)

Une fois à Milan, Montini, âgé de cinquante-sept ans, s'est vu soudain libre, après trente années, de toute surveillance de la part de la Curie comme de toute restriction de la part du pape. L'archevêque Montini suivit alors un cheminement nouveau qui devait laisser une empreinte indélébile sur son épiscopat et son futur pontificat. Il rassembla autour de lui une coterie de personnages se trouvant sur la même longueur d'ondes : voyageurs, anarchistes, communistes, socialistes, mafieux, membres de l'avant-garde artistique et littéraire de Milan. De même que la vertu attire des hommes vertueux, le vice attire des hommes vicieux. Le moulin à rumeurs milanais tourna dès lors à plein régime.

Il devint rapidement très clair que Montini n'était pas un pape marial. C'était, en fait, un pape « maritaniste », ce qui est entièrement différent<sup>65</sup>.

Dès le jour de son arrivée ou presque, les Milanais, qui ont une grande dévotion pour la Mère de Dieu, commencèrent à se plaindre de ce que l'archevêque Montini manquât de « sensibilité mariale », accusation que renforcèrent l'absence ostensible de l'intéressé lors des festivités du couronnement de mai et des pèlerinages de Loreto, ainsi que sa non-participation aux récitations publiques du Rosaire<sup>66</sup>. Hebblethwaite, son biographe, a bien tenté d'atténuer ces critiques en soutenant que Montini était favorable à une « mariologie centrée sur le Christ », mais cette concession verbale ne suffit pas à rendre compte de la réalité.

En fait, la théologie de Battista Montini était anthropocentrique, et non théocentrique. Elle était centrée sur l'homme, non sur Dieu.

Montini était le disciple le plus éminent et le plus influent de Jacques Maritain et de son « humanisme intégral », fort bien décrit par H. Caron dans *Le Courrier de Rome* comme englobant « ... une fraternité universelle d'hommes de bonne volonté appartenant à différentes religions ou n'en ayant aucune. C'est au sein de cette fraternité que l'Église devrait agir comme un levain sans s'imposer et sans exiger d'être reconnue en tant que seule Église authentique »<sup>67</sup>.

L'abbé Georges de Nantes a parfaitement résumé l'esprit de l'« humanisme intégral » de Maritain en parlant du « Mouvement d'Animation Spirituelle de la Démocratie Universelle » (MASDU), dans lequel la Déclaration des Droits de l'Homme remplace l'Évangile de Jésus-Christ. La démocratie mondiale est devenue analogue au Royaume de Dieu sur terre, et la religion a pour fonction d'apporter une *animation spirituelle* à l'humanité ainsi régénérée, le résultat final du MASDU étant l'annihilation complète de la Religion et « sa métamorphose en l'humanisme athée »<sup>68</sup>.

On a dit que le nouvel archevêque de Milan entendait mieux les sifflets des usines que les cloches des églises.

Il n'est donc pas surprenant que lors d'une de ses visites à la résidence de l'archevêque, Jacques Maritain, qui avait été un grand philosophe thomiste, ait amené avec lui Saul David Alinsky, l'« Apôtre de la Révolution Permanente ». Montini fut impressionné par l'homme que Maritain appelait son « ami cher et intime » et « l'un des vrais grands hommes

<sup>64</sup> Niccolo Machiavelli, Chapitre XXII « Concernant le secrétariat des princes ». Le texte complet du *Prince* peut être consulté en ligne sur le site Internet <http://www.online-literature.com/machiavelli/prince/22>. *Le Prince* est l'œuvre la plus connue de l'homme d'État et philosophe politique italien Niccolo Machiavelli (1469-1527).

<sup>65</sup> Giovanni Battista Montini était un protecteur du philosophe français Jacques Maritain.

<sup>66</sup> Hebblethwaite, *Paul VI*, p. 271.

<sup>67</sup> Voir Hamish Fraser, « Jacques Maritain and Saul David Alinsky – Fathers of the “Christian” Révolution », Hamish Fraser, Supplement to *Approaches*, n 71.

<sup>68</sup> Voir l'essai de l'abbé Georges de Nantes concernant le « MASDU » sur le site Internet <http://www.crc-internet.org/lib1masdu.htm>. L'abbé de Nantes est le rédacteur en chef de *La Contre-Réforme catholique au XXème siècle*, Maison Saint-Joseph, Saint-Parres-lès-Vaudes, France.

de ce siècle » ; il le fut tellement qu'il invita Alinsky chez lui pendant quinze jours pour le consulter sur les relations de l'Église avec les syndicats communistes locaux<sup>69</sup>.

Né à Chicago en 1909, Saul Alinsky, Juif athée, avait passé ses diplômes dans les rues et à l'université de cette ville. En 1940, il créa la Fondation des zones industrielles (Industrial Areas Foundation) comme vitrine de sa stratégie révolutionnaire d'organisation des masses en vue de l'accès au pouvoir<sup>70</sup>. Les plus proches associés d'Alinsky se trouvaient au sein de la hiérarchie et du clergé catholiques, entre autres, le cardinal Mundelein, son protégé l'évêque Bernard Sheil et Mgr John Egan, activiste en soutane et l'une des premières « locomotives » de Call to Action<sup>71</sup>. Les principales sources de financement initial et de soutien d'Alinsky ont été la famille Rockefeller, Marshall Field, aussi riche que secrètement communiste, la Conférence catholique des États-Unis et l'AmChurch. Alinsky travailla en contact étroit avec le Parti communiste des États-Unis, jusqu'à sa rupture avec ce dernier après la signature du Pacte de non-agression entre l'Union Soviétique et l'Allemagne nazie<sup>72</sup>.

Dans « Jacques Maritain and Saul David Alinsky – Pères de la “Révolution chrétienne” », Hamish Fraser, rédacteur en chef d'*Approaches*, écrit au sujet d'Alinsky :

« Alinsky est lui-même un produit du naturalisme franc-maçon et marxiste révolutionnaire qui, dans ces deux variantes, apprécie la nécessité pour les élites de prendre et de conserver le pouvoir réel [...] Alinsky était un mécréant aux yeux de qui l'idée même de dogme était anathème [...] Étant donné le naturalisme d'Alinsky, on ne doit pas s'étonner que dans son « éthique sociale », il n'y ait place pour rien qui soit intrinsèquement « bien » ou « mal » [...] Divorcé une fois et légalement remarié à trois reprises, il parlait avec mépris de « la culture ancienne, dans laquelle la virginité était une vertu » [...] L'« Église d'aujourd'hui et de demain » d'Alinsky n'était pas plus catholique que protestante, juive, islamique, bouddhiste ou animiste ; c'était un syncrétisme mondialisateur, un amalgame synoptique de toutes les croyances qui avaient jamais existé. »<sup>73</sup>

Comme le note Fraser, ce que Saul Alinsky avait d'unique, c'était non pas « sa recette d'une “Église” syncrétiste et mondialisée, mais le fait qu'il fût le premier à voir ses idées largement acceptées au sein de l'Église catholique »<sup>74</sup>. Mais si Jacques Maritain et son plus éminent disciple, le pape Paul VI, n'avaient pas jeté les bases de la Révolution dans l'Église, l'alliance et l'intimité d'Alinsky avec l'Église aurait été impossible, conclut Fraser<sup>75</sup>.

Durant les dix-huit années que Montini avait passés à la tête de l'archevêché de Milan, son radicalisme politique croissant l'avait fait entrer en conflit avec d'autres membres de la Conférence épiscopale italienne, dont l'archevêque Gilla Vincenzo Gremigni, du diocèse de Novara.

Une fois bien établi dans son archidiocèse, Mgr Montini prit un jour la décision de dissoudre et de déménager *Il Popolo d'Italia*, journal édité depuis longtemps dans le diocèse de Novara. L'évêque Gremigni, ordinaire de Novara, protesta contre cette mesure, et à juste titre, car l'affaire n'entrait pas dans les compétences de Montini.

Début janvier 1963, soit six mois seulement après son accession au trône de Pierre, Montini adressa à l'archevêque de Novara une lettre dont la teneur était telle – paraît-il – que Gremigni fut frappé d'une crise cardiaque fatale après en avoir pris connaissance. Mgr Ugo

---

<sup>69</sup> Fraser, p. 5.

<sup>70</sup> L'ouvrage le plus connu d'Alinsky, *Rules for Radicals* (Règles à l'usage des extrémistes) (New York : Random House, 1971) est dédié au « tout premier extrémiste », Lucifer. Voir aussi Marion K. Sanders, *The Professional Radical – Conversations with Saul Alinsky* (New York : Harper & Row, 1965).

<sup>71</sup> Fraser, p. 49 et 50. NdT : « Call to Action » (appel à l'action) est une organisation « catholique » préconisant l'ordination des femmes, le mariage des prêtres et le laxisme sexuel, entre autres grandes causes non plus seulement modernistes, mais carrément anticatholiques...

<sup>72</sup> Ibid., p. 17.

<sup>73</sup> Ibid., p. 44.

<sup>74</sup> Ibid..

<sup>75</sup> Ibid.

Poletti, évêque auxiliaire de Gremigni, retrouva cette lettre et la conserva. Lorsque Montini quitta Milan pour Rome, le fantôme de l'évêque Gremigni le suivit en la personne de Mgr Poletti. En 1967, les médias italiens reçurent un « tuyau » selon lequel le pape était impliqué d'une manière ou d'une autre dans le décès de l'archevêque Gremigni. Peu après, le pape Paul VI nomma Poletti à la tête du diocèse de Spolète. Ce fut la première d'une série apparemment miraculeuse de promotions spontanées pour l'ambitieux prélat, dont le poste de Vicaire de Rome et l'élévation au cardinalat le 5 mars 1973<sup>76</sup>.

## La mafia de l'archevêque de Milan

Deux des plus proches assistants de Montini à Milan étaient Mgr Giovanni Benelli et Mgr Pasquale Macchi.

Montini avait recruté Benelli à l'âge de vingt-six ans, soit quelques années seulement après l'ordination de celui-ci, pour en faire son secrétaire à la Secrétairerie d'État. Lorsque Montini se rendit à Milan, Benelli le suivit. En 1966, le prêtre, alors âgé de quarante-six ans, remplit pendant un an les fonctions de Nonce au Sénégal. Puis, il retourna à Rome en tant que représentant de Paul VI à la Curie romaine. Un an avant sa mort, Paul VI éleva son fidèle serviteur au cardinalat et le nomma archevêque de Florence<sup>77</sup>. L'un des plus célèbres protégés de Benelli était un prêtre américain, Justin Rigali (qui devait devenir un jour cardinal).

Le rival de Benelli dans les faveurs et l'affection de Montini était Mgr Pasquale Macchi, secrétaire privé de l'archevêque, surnommé « Mère Pasqualina de Montini ». [*NdT : Mère Pasqualina avait été pendant quarante l'aide soignante de Pie XII.*] Né à Varese, à cinquante-cinq kilomètres environ au nord de Milan, Macchi était professeur au séminaire et avait ses petites entrées dans tout Milan comme dans son monde souterrain. Il affectionnait la philosophie française et l'art moderne et introduisit beaucoup de ses amis artistes auprès de l'archevêque Montini.

Après l'élection de Montini à la papauté, Macchi suivit son maître à Rome, où il devint conseiller du pape pour tout ce qui relevait de l'esthétique, mais aussi gardien des secrets les mieux cachés<sup>78</sup>. Macchi, que Peter Hebblethwaite présente comme « bien introduit dans le monde de la haute finance », était en relation intime avec quatre des principaux conseillers du pape Paul : Michele Sindona, Mgr Paul Marcinkus, Roberto Calvi et l'évêque Donato De Bonis, tous des escrocs<sup>79</sup>.

Bien que dissemblables de par leurs personnalités et tempéraments respectifs, Macchi et Benelli avaient au moins une chose en commun : la franc-maçonnerie.

En 1976, les noms, les noms de code et les dates d'initiation de Mgr Pasquale Macchi (futur archevêque) et de Mgr Giovanni Benelli (futur cardinal et Secrétaire d'État) apparurent sur une liste de personnages haut placés du Vatican qui étaient membres de sociétés secrètes. Cette liste fut publiée dans le journal *Il Borghese*. Toutefois, l'accusation selon laquelle les

---

<sup>76</sup> Millenari, *The Shroud of Secrecy*, p. 137 à 139. Les auteurs soutiennent que Poletti et Montini ont conclu le pacte secret de ne pas révéler la teneur de la lettre du 3 janvier 1963. Leur compte rendu n'indique pas au juste si *Il Popolo d'Italia* des années soixante avait quelque parenté avec un journal socialiste de même titre fondé par Mussolini, qui avait paru de 1914 à 1943, ou bien s'il s'agissait d'une publication diocésaine ou laïque sans aucun rapport avec lui.

<sup>77</sup> Après la mort de Paul VI, le 6 août 1978, le cardinal Benelli était considéré comme le mieux placé de tous les *papabili*, mais c'est le cardinal Albino Luciani, de Venise, qui fut élu sous le nom de Jean-Paul 1<sup>er</sup>. Après le décès de celui-ci, Benelli se retrouva de nouveau en bonne position pour être élu pape, mais cette fois, il fut devancé par un Polonais, le cardinal Karol Wojtyła. Benelli resta cardinal-archevêque de Florence jusqu'en 1982, année où il fut emporté par un infarctus.

<sup>78</sup> En 1989, onze ans après la mort de Paul VI, le pape Jean-Paul II nomma Macchi archevêque (à titre personnel) de Loreto. L'archevêque Macchi prit sa retraite en 1996 à l'âge de soixante-douze ans.

<sup>79</sup> L'évêque Donato De Bonis est sans doute le moins connu de ces quatre hommes. L'archevêque Macchi le consacra évêque le 25 avril 1993, bien que l'intéressé, qui était agent de la Banque du Vatican, eût été accusé de complicité de fraude fiscale. De Bonis était en outre signalé comme franc-maçon, mais il est vrai que tel était le cas aussi de Macchi. À l'été 1984, De Bonis eut droit aux gros titres de la presse américaine en faisant un don de 2.000 dollars à la « March of Dimes » (MOD), promoteur numéro un de l'avortement eugénique aux États-Unis. La visite du fonctionnaire du Vatican au banquet de MOD organisé à Hartford (Connecticut) fut coordonnée par l'évêque James T. McHugh, du diocèse de Camden (New Jersey). Voir Randy Engel, *A March of Dimes Primer – The A.Z. of Eugenic Killing* (Export, Pa. : U.S. Coalition for Life, PA, 1991).



deux hommes – intimes du Saint Père – étaient francs-maçons n'eut aucune conséquence pour leur futur avancement sous les pontificats des papes Paul VI et Jean-Paul II.

### **L'archevêque Montini rencontre « le Requin »**

Michele Sindona, dit « le Requin », était une figure incontournable des milieux financiers occultes de Milan longtemps avant que Montini fut devenu archevêque<sup>80</sup>.

Né en 1917 à Messine, dans le sud-est de la Sicile, Sindona – éduqué par les jésuites – étudiait le droit lorsque les troupes britanniques et américaines envahirent l'Italie durant la deuxième Guerre mondiale. Très entreprenant, il décida de profiter d'un lucratif marché noir, et il se lança dans le commerce des citrons et du blé. Comme la mafia sicilienne contrôlait le marché, Sindona conclut avec le chef mafieux Vito Genovese un arrangement aux termes duquel il verserait un certain pourcentage de ses recettes pour obtenir de la pègre une protection de ses affaires et de sa personne.

En 1948, Sindona quitta le sud de la botte italienne, pauvre et ravagé par la guerre, pour émigrer au nord dans la riche ville industrielle de Milan, où il devint « conseiller financier » de plusieurs Milanais aussi riches qu'influents. Ses lettres de créances mafieuses l'avaient accompagné dans son voyage.

En 1954, lorsque Sindona apprit que Pie XII avait nommé Mgr Montini au siège de Milan, il obtint de l'archevêque de Messine, son diocèse d'origine, une lettre d'introduction auprès du nouvel prélat. Bientôt, il eut un nouveau client en la personne de Montini, autant dire l'Église milanaise.

L'archevêque Montini fut si reconnaissant à Sindona de ses services qu'il emmena le Sicilien à Rome et le présenta au pape Pie XII et au prince Massimo Spada, haut fonctionnaire de l'Istituto per le Opere de Religioni (Institut pour les œuvres religieuses). L'IOR, connu sous le nom de Banque du Vatican, fait office d'établissement de dépôt pour les biens de l'Église destinés à des œuvres charitables<sup>81</sup>. Sindona devint un « homme de confiance » et obtint le contrôle quasi total du programme d'investissements étrangers de l'IOR.

Les actifs bruts de l'IOR représentaient à l'époque plus d'un milliard de dollars, mais cette somme était secondaire par rapport à l'exonération d'impôts dont jouissait l'IOR et à la capacité de l'établissement de blanchir l'argent sale, très précisément les recettes que les mafieux tirent du trafic d'héroïne, de la prostitution et des contributions politiques illégales provenant de sources occultes parmi lesquelles la franc-maçonnerie<sup>82</sup>.

En 1960, Sindona, qui opérait selon le vieil adage « Le meilleur moyen de voler une banque est d'en posséder une », s'offrit sa propre banque, la Banca Privata, dans laquelle il reçut très vite des dépôts de l'IOR. Il se servit de ces fonds pour spéculer et accroître ainsi ses

---

<sup>80</sup> Cette partie relative aux finances du Vatican et à l'IOR repose sur des informations extraites d'un grand nombre de publications et de sites Internet, dont l'ouvrage de Conrad Goeringer « History of the IOR – Murder, Bank, Strategy – the Vatican » (<http://www.voxfux.com/features/vaticanmurder.html>). Voir aussi David A. Yallop, *In God's Name – An Investigation Into The Murder of Pope John Paul I* (New York : Bantam Books, 1984).

<sup>81</sup> L'IOR, ou Banque du Vatican, est située dans la tour de Nicolas V, construite sur le palais papal. Ses opérations diffèrent de celles d'une institution bancaire ordinaire. Elle n'accorde pas de prêts et n'émet pas de chèques. Ses déposants sont des diocèses, des paroisses, des ordres religieux et des ordres fraternels. Son histoire remonte au pontificat de Léon XIII, qui fonda l'Administration pour les œuvres religieuses. Après la signature du pacte du Latran en 1929, le pape Pie XI créa une autre agence, l'Administration du patrimoine du Saint-Siège, chargée de gérer les droits versés à ce dernier par l'État italien à titre d'indemnisation pour la perte des États pontificaux. En 1942, le pape Pie XII créa encore une autre agence financière, l'Institut pour les œuvres religieuses (IOR), qu'il plaça sous la direction de Bernardino Nogara. Celui-ci entreprit la réalisation d'un programme d'investissements diversifié et de placements immobiliers qui fit entrer le Vatican dans le monde moderne de la finance internationale. Pour la première fois, le Saint-Siège avait ainsi établi des liens directs avec les empires financiers laïcs des J.P. Morgan, des Rotschild et autres. En 1954, lorsque Nogara prit sa retraite, il spécula en réinvestissant les bénéfices, réussissant à faire passer à près d'un milliard de dollars les 85 millions de dollars reçus en 1929 du gouvernement de Mussolini. Le Vatican détenait dès lors des intérêts dans des laboratoires pharmaceutiques géants et dans des conglomerats de la chimie, de l'industrie et du bâtiment tels qu'Immobiliare, ainsi que des actions dans de grandes compagnies comme General Motors, Gulf Oil et IBM. Voir « Banca Intesa : So Catholic, So Ungrateful, *L'Espresso* n 25, 18-23 juin 2004, sur le site Internet [http://213.92.16.98/ESW\\_articolo/0%2C2393%2C42171%2C00](http://213.92.16.98/ESW_articolo/0%2C2393%2C42171%2C00).

<sup>82</sup> Durant les années quatre-vingt, les actifs bruts de l'IOR avaient atteint environ dix milliards de dollars.

propres investissements financiers, et il commença à blanchir de l'argent sale par le biais de la Banque du Vatican.

Après l'élection du pape Paul VI, Sindona suivit Montini à Rome, où il occupa une place de premier plan au sein de l'IOR. Ses opérations et ses portefeuilles financiers augmentèrent dans des proportions exponentielles. En 1964, il créa une société de courtage en devises internationales appelée Moneyrex, qui avait pour clients 850 banques et brassait chaque année deux cents millions de dollars. De nombreux membres du *Palazzo* [NdT : le Palais du Latran], ainsi que des personnalités riches et célèbres de Rome se servirent de cette société pour mettre leurs fortunes à l'abri du fisc en les plaçant sur des comptes *offshore* illégaux. Sindona gardait la comptabilité des transactions de ses clients auprès de Moneyrex comme assurance en prévision de temps difficiles. Le Vatican et le pape Paul VI, ainsi que les noms et les numéros de comptes secrets des membres haut placés du Parti démocrate-chrétien, du Parti socialiste et du Parti social-démocrate, figuraient tous dans le petit carnet noir de Sindona.

À la fin des années soixante, le « Gruppo Sindona » comprenait six banques (puis neuf) en Italie et à l'étranger, ainsi que plus de cinq cents sociétés géantes et conglomérats. L'une des banques en question, la Franklin National Bank, de New York, dix-huitième plus grande banque des États-Unis et possédant plus de cinq milliards de dollars d'actifs, fut achetée en partie avec de l'argent que Sindona avait prélevé dans ses banques italiennes<sup>83</sup>. Sindona obtint aussi des fonds de ses maîtres secrets, à savoir la mafia sicilienne, puis, après 1971, de la Propaganda Due (P2), loge maçonnique d'inspiration mafieuse œuvrant pour l'élite du pays et dirigée par le Grand Maître Licio Gelli. En outre, il se chargeait de transactions financières pour le compte de la Central Intelligence Agency des États-Unis (CIA), qui, durant la période d'après guerre, déversait de grosses sommes d'argent en Italie ; une partie de cet argent se retrouva du reste à la Banque du Vatican<sup>84</sup>.

En attendant, Paul VI, ami de Sindona, recevait de mauvaises nouvelles de l'État. En effet, le gouvernement italien menaçait de retirer à l'Église et aux biens et investissements de l'Église l'exonération fiscale dont le Saint-Siège jouissait depuis les années du régime fasciste de Mussolini. En vertu du code fiscal révisé, l'État du Vatican devait être imposé comme toute autre entité. Sindona préconisa alors un système visant à cacher l'argent du Vatican dans des investissements *offshore*, et le pape accepta.

L'un des principaux protégés de Sindona était un Milanais de naissance appelé Roberto Calvi.

Calvi était le directeur central du Banco Ambrosiano, principale banque catholique d'Italie, par opposition aux institutions bancaires laïques que géraient des Juifs et des francs-maçons. C'était un personnage comme les aimait Sindona, ce qui annonçait un désastre non seulement pour le Banco Ambrosiano, mais aussi pour son principal déposant, le Saint-Siège. Calvi avait ses propres connexions avec l'IOR par l'intermédiaire de Mgr Macchi, secrétaire personnel de Montini. Il était aussi en excellents termes avec un prélat américain de la Secrétairerie d'État, Mgr Paul Marcinkus.

## **Paul VI et « le Gorille »**

Paul Casimir Marcinkus, de souche lituanienne immigrée humble mais vivace, est né le 15 juillet 1922 à Cicero (Illinois), ville à laquelle le gangster Al Capone avait donné

---

<sup>83</sup> La Franklin Bank fit faillite en octobre 1974. Sindona avait obtenu 1,7 milliard de dollars d'assistance de la Réserve fédérale, mais cela ne put sauver l'établissement. Des agents fédéraux mis sur l'affaire attribuèrent la responsabilité de cette banqueroute à Sindona et à ses associés au sein de la mafia sicilienne et du Vatican.

<sup>84</sup> Voir Thomas Naylor et R.T. Naylor, *Hot Money and the Politics of Debt Peekaboo Finance and the Politics of Debt* (New York : Simon & Schuster, 1987). Cet ouvrage traite d'un cas parmi d'autres dans lesquels l'auteur put constater l'existence d'une connexion entre les financements de la CIA et le Vatican.

mauvaise réputation dans les années 1920. Peu après la fin de ses études au séminaire St. Mary of the Lake, à Mundelein, et son ordination dans l'archidiocèse de Chicago, l'abbé Marcinkus s'attira la protection du cardinal Samuel Stritch. Le jeune prêtre servit le cardinal Stritch jusqu'en 1952, année où il fut nommé à un poste administratif au Secrétariat du Vatican.

En 1958, le cardinal Stritch rejoignit Marcinkus à Rome en tant que Pro-Préfet pour la propagation de la foi, mais mourut trois mois seulement après avoir pris ses fonctions. Ensuite, on n'entendit plus guère parler de Mgr Marcinkus dans la Curie romaine, si ce n'est qu'il continuait à jouir de la protection des successeurs de Stritch, le cardinal Albert Meyer, puis le cardinal Patrick Cody. Il ne fallut pas attendre longtemps après l'élection de Paul VI, en juin 1963, pour voir décoller la carrière de Marcinkus.

Marcinkus mesurait plus d'un mètre quatre-vingt-dix, ce qui lui valut le surnom de « Gorille » de la part de ses amis italiens du Secrétariat. Paul VI commença du reste par l'employer comme garde du corps et agent de sécurité lors de ses voyages à l'étranger<sup>85</sup>.

En 1968, Paul VI nomma Marcinkus Secrétaire de l'IOR, et le 6 janvier 1969, il le consacra évêque. Puis, Marcinkus devint Président de l'IOR. D'ici là, il avait noué des relations très fortes avec Sindona, par le biais de celui-ci avec Calvi et par le biais de l'un et l'autre avec Gelli. Autrement dit, la Banque du Vatican avait dès lors un compte bancaire commun avec deux des ennemis traditionnels de l'Église : la mafia sicilienne et la franc-maçonnerie internationale.

Les scandales internationaux successifs qui se sont produits dans le sillage de cette union – faillites de la Franklin National Bank et du Banco Ambrosiano, dénonciation publique de Propaganda Due (Loge P2) et publication de la liste de ses membres, assassinats de Sindona et Calvi – sont autant de sinistres rappels d'un pontificat caractérisé par la corruption<sup>86</sup>.

<sup>85</sup> Richard Hammer, *The Vatican Connection* (New York : Holt, Rinhart and Winston, 1982), p. 207.

<sup>86</sup> L'empire Sindona commença de s'effondrer avec la faillite de la Franklin National Bank, en 1974. Au début des années soixante, les activités financières irrégulières de l'intéressé avaient déjà attiré l'attention d'Interpol. Pour échapper à la justice italienne, Sindona se rendit à New York, où il fut arrêté en 1979, jugé et condamné pour quatre-vingt-dix-neuf chefs d'accusation d'escroquerie, de parjure et d'appropriation abusive de crédits bancaires, puis jeté en prison. Le 2 août 1979, ses patrons mafieux – en coopération avec la « famille » Gambino, du New Jersey – organisèrent son « enlèvement » de prison et l'expédièrent par bateau à Palerme, bien en sécurité. En 1980, Sindona fut appréhendé par la police italienne et jugé à Milan. Il adressa alors un appel de fonds à ses riches soutiens italiens (dont il avait consigné, dans son petit carnet noir, les noms et les comptes bancaires illégaux à l'étranger). Constatant que Calvi omettait de placer les actifs du Banco Ambrosiano à sa disposition, Sindona fit s'ébruiter l'information selon laquelle Calvi avait grugé la banque. En fait, l'argent reçu du *Palazzo* pour les « frais judiciaires » de Sindona se retrouva dans les poches des grands pontes de la mafia, qui savaient dès lors que Sindona avait perdu des milliards de leur propre argent en spéculations financières. Or, la mafia ne pouvait ni ne voulait laisser vivre un escroc aussi malhonnête. Peu après sa condamnation en 1986 par un tribunal de Milan pour avoir commandité l'assassinat d'un magistrat italien influent, Sindona fut retrouvé mort dans sa cellule, empoisonné à la strychnine. Calvi n'eut guère plus de chance. Bien que le Banco Ambrosiano eût pour règle qu'aucun actionnaire ne pouvait posséder plus de 5% du capital de la banque, afin d'empêcher une quelconque personne physique ou morale de contrôler l'établissement à elle seule, Calvi – avec l'aide de Marcinkus, Sindona, Gelli et d'autres personnages – avait créé des sociétés *offshore* « bidon » pour pouvoir accéder aux actifs de la banque. Beaucoup de ces sociétés d'existence illégale étaient financées avec de l'argent soutiré à l'IOR. La banque « catholique » devint, en outre, un grand centre de blanchiment de l'argent mafieux à l'étranger. Lorsque les crimes de Calvi et compagnie furent découverts, il manquait à la banque 1,3 milliard de dollars. En 1981, Calvi fut convaincu d'escroquerie sur les devises et condamné à quatre ans de prison et à une amende de douze millions de dollars, mais il réussit à échapper aux griffes de la justice civile italienne. Le 19 juillet 1982, son corps fut retrouvé pendu sous le pont des Frères-Noirs, à Londres. Bien que cet assassinat eût été tout d'abord qualifié de « suicide » par Scotland Yard, lui-même connu pour sa hiérarchie maçonnique, les enquêtes ultérieures du ministère italien de la Justice révélèrent que la mafia avait assassiné Calvi par pendaison pour s'assurer de son silence quant au rôle qu'avaient joué la mafia, les francs-maçons et la Banque du Vatican dans l'affaire Ambrosiano et d'autres combines financières illégales. Par la suite, le Vatican accepta de payer 250 millions de dollars aux créanciers du Banco Ambrosiano sans avoir à déclarer publiquement s'être rendu coupable du moindre méfait. Cette « contribution » fut versée après la révélation du fait que Calvi avait obtenu de Marcinkus des « lettres de patronage » garantissant les emprunts de Calvi. Le scandale de la Loge P2 éclata le 17 mars 1981. La dénonciation publique du lien que la mafia avait établi avec la franc-maçonnerie italienne constitua une révélation de proportions astronomiques. Ce fut le cas aussi de la liste de 962 francs-maçons que la police découvrit en perquisitionnant la villa de Licio Gelli à Arezzo, eu égard aux personnages dont elle contenait les noms : dix-sept généraux de l'armée de terre, quatre généraux de l'armée de l'air, neuf officiers supérieurs des Carabinieri, huit amiraux de la marine, les trois chefs des services secrets italiens, trente-huit députés et sénateurs italiens, quatorze magistrats, trois ministres, ainsi que cinq préfets du Vatican et autres hauts fonctionnaires de l'Église. Le Grand Maître Gelli fut jugé et condamné à une courte peine de prison, qui devait se traduire par une simple assignation à résidence. Il décéda de mort naturelle. C'est l'archevêque Paul Marcinkus qui s'en tira le mieux. Après la mort de Paul VI, en 1978, le pape Jean-Paul II le maintint en fonctions à l'IOR jusqu'en 1989. En outre, il lui attribua le titre de Pro-Président de la Commission pontificale pour la Ville-État du Vatican. Lorsque la police s'intéressa à Marcinkus en relation avec les activités criminelles de feu Calvi, feu Sindona et feu Gelli, qui consistaient en escroqueries sur les devises, financement d'assassinats, contrebande d'armes et trafic de faux billets de banque, le Saint-Père lui accorda une immunité pendant sept ans. Ensuite, l'archevêque Marcinkus devint quand même trop « chaud » pour que le Vatican pût

## Le pontificat montinien

Dans l'esprit des cardinaux réunis à Rome le 19 juin 1963 pour élire un nouveau pape, il ne faisait aucun doute qu'à sa mort, Jean XXIII voulait que l'archevêque Montini lui succédât. Et c'est ce qui se produisit<sup>87</sup>. Il est cependant significatif que même après que Montini eut obtenu les suffrages nécessaires à son élection, entre vingt-deux et vingt-cinq cardinaux – principalement des membres de la Curie, qui le connaissaient le mieux – lui refusèrent leur suffrage final<sup>88</sup>.

Après son installation, le 30 juin 1963, le pape Paul VI s'engagea à mener à terme les travaux du deuxième Concile du Vatican, inauguré par le pape Jean XXIII sur les instructions et avec les orientations de Montini. Et c'est ce qu'il fit.

Le pontificat de Paul VI, qui dura quinze ans, fut marqué par une série de crises et de trahisons sans précédent, telle qu'on en avait rarement vue dans l'Église catholique à aucun moment de l'histoire bimillénaire de celle-ci.

Les trahisons associées au deuxième Concile du Vatican furent mises en œuvre par Jean XXIII, qui usa de son autorité pour faciliter la restructuration des dix Commissions conciliaires. Le pape Jean jeta au panier tous les schémas originaux établis en trois ans par la Commission préparatoire du Concile, sauf un, celui sur la Liturgie sacrée<sup>89</sup>. Puis, sous Paul VI, les schémas originaux furent remplacés par de nouveaux textes conformes à l'ordre du jour prévu, que l'archevêque Montini et le Groupe du Rhin avaient élaboré avant l'ouverture du Concile.

On se souviendra de l'Église postconciliaire du pape Paul VI pour les faits suivants :

### - **Le viol de la Liturgie**

Les ravages et pillages financiers des amis de Montini, Sindona, Calvi et Marcinkus, ne sont rien auprès du viol de la Liturgie sacrée orchestré par Paul VI et commis à la face du monde entier<sup>90</sup>. De tous les désastres qui devaient affliger l'Église durant l'après-Concile, aucun n'aura été plus fatal que la destruction de la Messe de rite romain qui nous vient des Apôtres<sup>91</sup>. En effet, le Saint Sacrifice de la Messe est le fondement même du culte catholique. C'est dans la Messe que

---

s'occuper de son cas, et il retourna aux États-Unis. Il réside aujourd'hui dans le diocèse de Phoenix (Arizona), où il lui arrive de dire la messe, et il fréquente assidûment les terrains de golf de Sun City. Il jouit toujours de la pleine immunité diplomatique de la Ville-État du Vatican, de sorte qu'il est intouchable en vertu du droit américain. En 2003, le journal italien *Gazetta del Sud* a signalé que le nom de l'archevêque était réapparu dans la déposition qu'un informateur de la mafia avait faite pendant cinq heures à des procureurs italiens, mais il est peu probable que l'intéressé soit jamais traduit en justice en Italie ou ailleurs sur terre, et en core moins qu'il passe quelque temps que ce soit en prison.

<sup>87</sup> Voir Hebblethwaite, *Paul VI*, p. 329 à 332. Au conclave de 1963, l'archevêque Montini avait le soutien du cardinal Spellman et du reste du contingent américain, des Européens représentant le Groupe du Rhin – dont les cardinaux Suenens, Döpfner et König – et de nombreux évêques d'Amérique latine et d'Afrique. Montini fut élu au sixième tour de scrutin.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 331.

<sup>89</sup> Voir Amerio, *Iota Unum*, p. 82 à 89.

<sup>90</sup> Millenari, *Shroud of Secrecy*, p. 164.

<sup>91</sup> La Messe traditionnelle de rite romain fut codifiée pour tous les temps par le pape saint Pie V dans sa Constitution apostolique *Quo Primum Tempore* du 13 juillet 1570. Il s'agissait non pas d'un rite nouveau au sens strict du terme, mais du perfectionnement de la Messe authentique transmise depuis l'époque des Apôtres. Le pape Pie V ordonnait bien clairement dans ce texte que : « ... on ne chante ou ne récite d'autres formules que celle conforme au Missel que Nous avons publié, même si ces mêmes églises ont obtenu une dispense quelconque, par un indult du Siège Apostolique, par le fait d'une coutume, d'un privilège ou même d'un serment, ou par une confirmation apostolique, ou sont dotées d'autres permissions quelconques; à moins que depuis la première institution approuvée par le Siège Apostolique ou depuis que s'est établie la coutume, et que cette dernière ou l'institution elle-même aient été observées sans interruption dans ces mêmes églises par la célébration de messes pendant plus de deux cents ans [...] Et, d'une façon analogue, Nous avons décidé et déclarons que les Supérieurs, Administrateurs, Chanoines, Chapelains et autres prêtres de quelque nom qu'ils seront désignés, ou les religieux de n'importe quel ordre, ne peuvent être tenus de célébrer la Messe autrement que nous l'avons fixé, et que jamais et en aucun temps qui que ce soit ne pourra les contraindre et les forcer à laisser ce Missel ou à abroger la présente instruction ou la modifier, mais qu'elle demeurera toujours en vigueur et valide, dans toute sa force, nonobstant les décisions antérieures et les Constitutions et Ordonnances Apostoliques, et les Constitutions Générales ou Spéciales émanant de Conciles Provinciaux et Généraux, pas plus que l'usage des églises précitées confirmé par une prescription très ancienne et immémoriale, mais ne remontant pas à plus de deux cents ans, ni les décisions ou coutumes contraires quelles qu'elles soient. »

s'accomplit l'acte essentiel de la Transsubstantiation, à savoir le changement du pain et du vin en le Corps et le Sang du Christ. La Messe est la fontaine de la grâce. C'est dans la Messe que le prêtre réalise sa véritable identité de Grand Prêtre et d'intermédiaire entre Dieu et l'homme.

C'est par une inexplicable audace que le pape Paul VI remplaça la Messe de rite romain par un service abâtardi et protestantisé appelé *Novus Ordo Missae* (nouvel ordre de la messe) et qu'il imposa ce dernier aux prêtres comme aux fidèles<sup>92</sup>.

Les « réformes » liturgiques de Paul VI comportaient non seulement la destruction intégrale de la Messe traditionnelle, mais aussi une altération de chaque aspect de la vie liturgique, y compris la Liturgie des Heures (psautier, lectures bibliques, hymnes, chants, intercessions), la litanie des saints, les sacrements (baptême, confirmation, sainte Communion, pénitence, Extrême Onction, mariage et saints Ordres), les bénédictions, les rites pontificaux, le calendrier de l'Église et la musique sacrée<sup>93</sup>. Par un miracle de la grâce, la prière du Rosaire échappa – seule – à toute mutilation.

- **L'attaque contre la philosophie thomiste**

Sous Paul VI, la scolastique thomiste et la tradition de la loi naturelle furent abandonnées au profit d'une éthique « fondée sur les Écritures » et sur d'autres nouveaux modes de pensée scientifiques, théologiques et ecclésiastiques tels que la phénoménologie et l'existentialisme.

- **Le minage du sacerdoce et de la vie religieuse**

En totale opposition avec l'image du prêtre préconciliaire, masculin, viril et célibataire, l'image du nouveau prêtre de l'Église conciliaire est résolument efféminée et souvent bien peu chaste.

Comme le note l'abbé James McLucas dans son essai « The Emasculation of the Priesthood » (l'émasculation de la prêtrise), « l'annexion envahissante, par les laïcs, de nombreuses fonctions sacrées naguère réservées aux prêtres [...] est ontologiquement hostile à une saine masculinité... »<sup>94</sup>.

Le « prêtre Vatican II » projette une image de mollesse et de sentimentalisme. Le nouveau prêtre est charmant et accommodant. Il est œcuménique. Il ne condamne ni l'erreur, ni ceux qui la professent. Il est tout sauf mâle. Selon la formule du Dr Conrad Baars, il est incapable de livrer bataille « au mal pour le compte du bien, prêt à subir des blessures, mais aussi, au besoin, prêt à en infliger ! »<sup>95</sup>

L'abbé McLucas souligne que Paul VI a fait en sorte d'affaiblir l'obligation du célibat des prêtres en ouvrant le diaconat permanent à des non-célibataires, c'est-à-

---

<sup>92</sup> On trouvera une critique fondamentale du *Novus Ordo* dans l'ouvrage des cardinaux Alfredo Ottaviani et Antonio Bacci intitulé *The Ottaviani Intervention* (Rome : 1969) ; réédition, Rockville, III : Tan Books, 1992). Voir aussi « The New Mass », *The Angelus*, March 2000, 23, n° 3, ainsi que, du Rév Anthony Cekada, « Did Paul VI "Illegally" Promulgate the New Mass ? » *Trans et Alia*, 2, n° 7, May 2001, traduit par Suzanne M. Rini, de Pittsburgh. Les lecteurs sont invités à contacter Mme Rini pour obtenir d'elle une sélection complète d'excellents articles de la revue française *Sodalitium* sur la « réforme » liturgique.

<sup>93</sup> Voir Bugnini, *The Reform of the Liturgy*, pour une description pas à pas de la destruction de la Liturgie sacrée.

<sup>94</sup> Voir Rev. Fr. James McLucas, « The Emasculation of the Priesthood », *Latin Mass*, numéro du printemps 1998. L'article se trouve sur le site Internet <http://www.latinmassmagazine.com/artEmasculation.asp>.

<sup>95</sup> Voir Paul Likoudis, « A Catholic Psychiatrist 30 Years Ago [...] Offered Cure for Church's, Society's Sexual Ills » (Il y a trente ans, un psychiatre catholique [...] proposait un traitement pour guérir les maux sexuels de l'Église et de la société), *Wanderer*, 10 avril 2003, 1, 10.

dire à des hommes mariés, malgré le fait qu'« il n'a jamais existé de saint "Ordre" accessible aux non-célibataires depuis que le célibat est devenu obligatoire au sein de l'Église d'Occident »<sup>96</sup>. La pratique consistant à admettre à la prêtrise, après leur conversion, des ministres protestants mariés a également contribué à abattre la résistance à l'obligation du célibat, indique encore McLucas<sup>97</sup>.

L'Église montinienne a éliminé les « ordres mineurs », « ouvrant ainsi la porte aux « ministres laïcs », qui reprennent les rôles de lecteur et d'acolyte naguère réservés aux hommes entrant dans la prêtrise »<sup>98</sup>. « Cette nouveauté a préparé le terrain au rite de communion présidé par un laïc », ajoute-t-il<sup>99</sup>.

« ... L'accès de laïcs aux fonctions sacrées, qui étaient l'apanage des prêtres depuis quinze cents siècles au moins, empoisonne le sacerdoce », souligne McLucas<sup>100</sup>. « Cette remarque procède d'une simple prémisse : si la prêtrise est réservée aux hommes, ainsi que l'a toujours enseigné l'Église, ce qui nuit à la masculinité du prêtre affaiblit la prêtrise elle-même », soutient-il<sup>101</sup>.

Le pape Paul VI a affaibli la prêtrise d'autres manières également.

Il a présidé à la laïcisation (réduction à l'état laïc) de milliers de prêtres validement ordonnés en leur accordant des dispenses *pro gratia*<sup>102</sup>. Selon Amerio, l'effet global de ces dispenses habituelles a été de diminuer la responsabilité de la défection et de modifier le caractère moral et juridique de la rupture des vœux comme de l'abandon de la vocation<sup>103</sup>. La minimisation de la sublime dignité sacerdotale inhérente à l'état de prêtre, qui est implicite dans le *Novus Ordo* et le laxisme de la discipline et de la morale caractérisant, après le Concile, la vie au séminaire aussi bien que la prêtrise, a contribué au déclin d'ensemble de la prêtrise et de la vie religieuse.

- **L'abolition du serment antimoderniste**

Cette mesure parle d'elle-même.

- **L'éviscération de la Curie Romaine**

La destruction de la Curie Romaine, que Montini méprisait depuis ses premières années à la Secrétairerie d'État, aura été une autre « œuvre » du pontificat montinien. Paul VI imposa la mise à la retraite des évêques à l'âge de soixante-quinze ans et leur retira le droit de vote au conclave passé l'âge de quatre vingts ans. Ce faisant, il débarrassa le Saint-Office (rebaptisé Congrégation pour la Doctrine de la Foi) du « bois mort », c'est-à-dire de prélats hautement estimés en tant qu'hommes de foi, d'honneur, de caractère, d'expérience et de sagesse. Il les remplaça par des hommes de moindre mérite, mais plus à son idée et répondant mieux à ses inclinations. Comme le note Amerio, on a observé dans l'Église

---

<sup>96</sup> McLucas

<sup>97</sup> Ibid.

<sup>98</sup> Ibid.

<sup>99</sup> Ibid.

<sup>100</sup> Ibid.

<sup>101</sup> Ibid.

<sup>102</sup> Amerio, p. 180.

<sup>103</sup> Ibid., p. 181.

montinienne un « déclin du fonctionnement formel et technique de la Curie »<sup>104</sup>. Le latin, qui permettait aux membres de la Curie de s'exprimer avec « noblesse, lucidité et précision dans le style curial », tomba encore plus en désuétude<sup>105</sup>. Le pape Paul lui-même était obsédé par le manque d'érudition et de précision qu'il constatait dans ses propres discours et écrits, souligne Amerio<sup>106</sup>. Le déclin de la Curie s'accompagna d'une montée en puissance des conférences épiscopales nationales, au sein desquelles le « collectif Borg » [NdT : *Les Borgs ou le Collectif Borg sont, dans l'univers de science-fiction de la série télévisée Star Trek, une race de créatures cybernétiques – en partie organique, en partie mécanique. Ils sont connus pour être impitoyables et particulièrement difficiles à éliminer. (cf Wikipédia)*] décidait qui obtiendrait ou non un épiscopat, selon la volonté du candidat de coopérer avec les dirigeants de la bureaucratie ecclésiale.

- **La fraternisation sans précédent de l'Église avec les hérétiques, les schismatiques et les autres ennemis traditionnels de l'Église : communistes, francs-maçons, sionistes et fonctionnaires de ce qu'on appelle le « Nouvel Ordre Mondial »**

L'« esprit » de Vatican II, salué par tous les ennemis de l'Église comme étant un signe certain d'approbation divine, n'était autre que ce même « esprit » qui avait inspiré la Révolution française et sa devise maçonnique *Liberté, Égalité, Fraternité*.

- **La prolifération des mésaventures œcuméniques**

Particulièrement inquiétants pour le bien de l'Église et des fidèles étaient le soutien accru apporté par Paul VI au Conseil Œcuménique des Églises – dominé par l'Union Soviétique – et les contacts qu'il nouait avec cette organisation connue pour financer les terroristes et les « guerres de libération » en Amérique latine et en Afrique. Mgr Lefebvre a déclaré à ce propos que les activités interreligieuses de Paul VI étaient porteuses d'un « blasphème public »<sup>107</sup>.

- **La trahison du cardinal ukrainien Josyf Ivanovycè Slipiy et du cardinal Józef Mindszenty, Primat de Hongrie, ainsi que des innombrables millions de victimes du communisme international dans le monde entier, notamment en Hongrie, en Tchécoslovaquie, au sud du Vietnam, en Angola, au Mozambique et en Ouganda**

- **La débâcle d'*Humanae Vitae*, ou comment miner la doctrine et la morale de l'Église sans les modifier**

Comme nous l'avons déjà indiqué, le pape Jean XXIII, sur les instances de l'archevêque Montini, avait créé au Vatican, peu de temps avant sa mort, une Commission spéciale chargée d'étudier la question de la régulation des naissances et de la démographie en insistant particulièrement sur le réexamen de l'interdiction traditionnelle par l'Église de la contraception, eu égard aux nouveaux moyens scientifiques de créer chez la femme une stérilité temporaire par le recours aux hormones.

---

<sup>104</sup> Ibid., p. 163.

<sup>105</sup> Ibid.

<sup>106</sup> Ibid., p. 166.

<sup>107</sup> Voir Thomas Reese, SJ, sur le site Internet <http://www.americamagazine.org/reese/america/a-lefev.htm>.

La création d'une commission responsable uniquement devant le pape court-circuitait bel et bien les gardiens de la foi que sont les membres de la Curie. Une fois en place, Paul VI établit une nouvelle commission, élargie à trois niveaux et chargée d'étudier la question de la « pilule » et des problèmes connexes, ainsi que de lui adresser des recommandations. Six ans s'écoulèrent entre la création de la Commission initiale, en 1963, et la publication d'*Humanae Vitae*, en 1968. C'était plus que suffisant pour installer un doute sur le point de savoir si l'Église allait ou non maintenir l'interdiction de la contraception. Le vieil adage « *Lex dubia non obligat* » (loi douteuse n'oblige point) acquit dès lors droit de cité dans l'esprit de nombreux catholiques, et lorsque *Humanae Vitae* parut, elle était déjà lettre morte aux yeux de beaucoup d'entre eux. Toute cette affaire fut en réalité une leçon sur la manière de miner les dogmes et la morale sans les modifier<sup>108</sup>.

La crise se compliqua encore du fait que Paul VI ne voulait pas imposer une interdiction de la contraception allant à l'encontre de l'opposition à *Humanae Vitae* que des prêtres, religieux et professeurs catholiques organisaient au sein même des universités et écoles catholiques. Le retard apporté à affirmer l'interdiction de la contraception, joint à l'incapacité de rappeler à l'ordre ceux qui, occupant des postes élevés au sein de l'Église, étaient en rébellion contre l'enseignement et l'enseignant, allait jeter une grande ombre sur la capacité de l'Église de s'exprimer infailliblement en matière de foi et de morale<sup>109</sup>.

\* \* \*

Toutes ces actions associées au règne de Paul VI ont eu des répercussions catastrophiques pour l'Église.

De même, chacune d'elles a profité au collectif homosexuel qui se constitua rapidement au sein comme à l'extérieur de l'Église après le Concile, et chacune devait jouer son rôle dans le changement de paradigme de l'Église concernant le vice d'homosexualité, changement consécutif au deuxième Concile du Vatican.

Il reste pourtant un autre facteur à étudier lorsqu'on s'interroge sur l'extraordinaire succès avec lequel le collectif homosexuel colonisa l'Église catholique aux États-Unis comme à l'étranger : ce sont les allégations selon lesquelles le pape Paul VI aurait lui-même été en proie au vice de l'homosexualité.

## Les allégations d'homosexualité visant le pape Paul VI

Nous commencerons par les allégations émanant du collectif homosexuel lui-même.

Le pape Paul VI est qualifié d'homosexuel dans de nombreuses publications homosexuelles, et son nom apparaît sur presque toutes les listes d'éminents homosexuels que publient plusieurs sites Internet du collectif homosexuel.

---

<sup>108</sup> Une situation analogue s'était présentée à la fin des années 1800 sous le pontificat de Léon XIII par suite d'une tentative d'ouvrir le « dialogue » entre clercs romains d'esprit « œcuménique » et anglicans sur la question de la validité des ordres anglicans. Le cardinal Herbert Vaughan, archevêque de Westminster, mit alors en garde le pape Léon XIII contre ce genre de discussion ouverte, en soulignant que les conversions anglicanes à la religion catholique se tariraient si le public avait vent du « dialogue » en question. Selon Vaughan, la nouvelle selon laquelle l'Église catholique avait engagé des discussions même seulement informelles suffisait à elle seule pour maintenir des âmes dans l'hérésie et les empêcher de se convertir. Léon XIII retint l'avis de Vaughan et, en 1896, publia la Bulle *Apostolicae Curae*, qui déclarait les ordres anglicans « absolument vains et entièrement nuls ». Le pape Benoît XV, toutefois, se montra ensuite plus ouvert à l'idée d'un dialogue œcuménique avec les anglicans et autorisa l'ouverture en 1921 de ce qui serait connu comme étant les « Conversations de Malines ». Mais ces dernières – au nombre total de cinq – furent définitivement interrompues par Pie XI dans son encyclique de 1928 *Mortalium Animos*. Voir John Jay Hughes, *Absolutely Null and Utterly Void – The Papal Condemnation of Anglican Orders 1896* (Washington, D.C. : Corpus Books, 1968).

<sup>109</sup> L'échec d'*Humanae Vitae* n'a pas été seulement une question de retard, car le document lui-même présente de graves défauts. L'auteur a l'intention de retracer dans un ouvrage ultérieur l'histoire de la Commission sur le contrôle des naissances.



Le collectif homosexuel a tendance à qualifier une personne de « gay » même si l'on sait peu de choses de la vie privée de celle-ci. Il part de l'hypothèse qu'en l'absence de preuve que quelqu'un est hétérosexuel, l'intéressé est *ipso facto* homosexuel. Il ne reste de place pour aucune autre possibilité. Par exemple, l'individu en question peut simplement être asexué ou peu porté sur le sexe. Il peut avoir sublimé ses pulsions sexuelles normales pour l'amour de son art, de sa profession ou – dans le cas d'un prêtre voué au célibat – de l'amour de Dieu.

Dans d'autres cas, le collectif peut être dans le vrai en estimant – dossier à l'appui – que l'intéressé s'adonnait à un vice sexuel particulier, mais que ce vice n'était peut-être pas l'homosexualité.

À ce propos, le nom de Hans Christian Andersen, auteur de contes de fées, vient immédiatement à l'esprit.

Son nom figure, en effet, dans plusieurs listes contemporaines d'éminents « gays » du passé. Ainsi le célèbre sexologue Magnus Hirschfeld a-t-il publiquement qualifié Andersen d'homosexuel, ou du moins d'homosexuel « latent »<sup>110</sup>.

Des données biographiques plus récentes indiquent cependant qu'Andersen avait un tempérament hautement narcissique et qu'il s'adonnait habituellement et incurablement à la pratique de la masturbation solitaire. Comme Elias Bredsdorff, de l'Université de Cambridge, le note dans sa biographie de l'écrivain, il existe des preuves suffisantes qu'Andersen était hétérosexuel par nature, mais qu'il souffrait d'un sentiment d'infériorité lui rendant toute relation impossible avec une femme mûre<sup>111</sup>. L'auto-érotisme lui permettait d'aimer la personne qu'il aimait le plus depuis sa jeunesse : lui-même<sup>112</sup>.

Mais dans le cas du pape Paul VI, il ne semble pas que de telles erreurs d'interprétation aient été commises.

Il est significatif, en effet, que les milieux homosexuels aient décrit le pape Paul VI comme homosexuel longtemps avant que la question de l'homosexualité ne devienne un élément de la conscience américaine. En d'autres termes, la rumeur selon laquelle Montini était sexuellement attiré par les jeunes hommes faisait partie des potins qui s'échangeaient au sein du collectif bien avant que l'accusation d'homosexualité n'ait été publiquement formulée contre l'intéressé.

Aux États-Unis, lors de son assemblée constitutive du 2 décembre 1978 tenue au siège de l'Unitarian Community Church de Boston, la North American Man/Boy Love Association (NAMBLA : association nord-américaine pour l'amour entre les hommes et les garçons) proclamait : « ... L'Église condamne la déviance sexuelle, mais elle est hypocrite, car elle tolère et même récompense l'hypocrisie sexuelle personnelle aux plus hauts niveaux de sa hiérarchie *pour autant que les intéressés observent extérieurement leur allégeance* au pouvoir central : le cardinal Spellman et Paul le Sixième [sic] en offrent des exemples récents »<sup>113</sup>.

## **Le témoignage de Robin Bryans**

Comme il le révèle dans les conclusions du chapitre relatif aux espions de Cambridge de son autobiographie publiée en 1992 sous le titre *The Dust Has Never Settled* (la poussière n'est jamais retombée), l'écrivain irlandais Robin Bryans, homosexuel avoué, soutient que son ami Hugh Montgomery lui a dit avoir été l'amant de Montini dans la jeunesse des deux hommes.

---

<sup>110</sup> Elias Bredsdorff, *Hans Christian Andersen – The Story of his Life and Work* (New York : Scribner, 1975), p. 280. Bredsdorff cite une étude psychiatrique d'Andersen réalisée par le professeur Hjalmar Helweg. Voir également *The Fairy Tale of My Life – An Autobiography*, publié en 1975 à l'occasion du centenaire de la mort d'Andersen.

<sup>111</sup> Bredsdorff, p. 280.

<sup>112</sup> Ibid.

<sup>113</sup> Tsang, p. 95.

Rappelons que Hugh Montgomery était le frère de l'artiste bien connu Peter Montgomery, qui fut longtemps le partenaire sexuel d'Anthony Blunt, l'un des espions de Cambridge. Selon Bryans, Hugh Montgomery avait aussi été l'amant d'un soir de Sir Gilbert Laithwaite, diplomate homosexuel bien connu également<sup>114</sup>.

Autour de 1935, Hugh Montgomery avait occupé un poste diplomatique au Vatican comme chargé d'affaires, sous l'autorité de Sir Alec Randall, représentant de la Grande-Bretagne auprès du Saint-Siège. C'est là qu'il rencontra un autre jeune diplomate plein d'avenir – italien, celui-ci – Mgr Battista Montini, qui partageait – paraît-il – les tendances sexuelles de Hugh, et l'on rapporte que les deux hommes s'engagèrent alors dans une aventure homosexuelle.

Selon Bryans, Hugh Montgomery et son ami Battista Montini fraternisèrent à cette époque avec quelques personnages plutôt eccentrices, dont le vicomte Evan Tredegar, aristocrate converti au catholicisme, qui avait fait office de chambellan privé auprès du pape Benoît XV<sup>115</sup>.

Le vicomte aimait titiller ses amis en leur narrant ses exploits sexuels et en leur parlant d'occultisme, y compris des messes noires auxquelles il avait assisté et au cours desquelles on se servait de sang, d'urine et de sperme humains<sup>116</sup>. Après la mort de Benoît XV et l'élection de son successeur Pie XI, Tredegar perdit automatiquement sa position honorifique de chambellan privé. Il renonça à son rêve de devenir prêtre et retourna dans la maison de ses aïeux, au pays de Galles, où il se maria. Selon un ami proche, Tredegar conservait une photographie montrant le jeune Montini assis sur sa table de nuit et se tenant « joue contre joue avec un “robuste” matelot » ; cette photographie voisinait avec celles d'un membre de la famille royale<sup>117</sup>.

Lors d'un entretien avec l'écrivain britannique Stephen Dorril, co-auteur de *Honeytrap – The Secret Worlds of Stephen Ward*, Bryans répéta l'histoire de l'aventure entre Hugh Montgomery et Montini. Dorril a dit depuis qu'il avait trouvé Bryans très précis dans l'évocation de ses jeunes années, au cours desquelles il faisait partie de l'« élite » homosexuelle londonienne.

Hugh Montgomery se convertit ensuite au catholicisme, s'inscrivit au Beta College et fut ordonné prêtre catholique. On n'en sait pas beaucoup plus sur ce clerc controversé.

S'il est vrai que Montini a eu une aventure homosexuelle lorsqu'il était jeune diplomate au Vatican, il est presque certain qu'au moins certains membres de la Curie Romaine en ont eu vent. Mais comme l'intéressé était bien protégé par sa famille – politiquement puissante – et par d'autres prélats influents, dont Eugenio Pacelli, le futur Pie XII, il n'aurait guère été possible de lui retirer ses fonctions diplomatiques.

## Les allégations de Roger Peyrefitte

Roger Peyrefitte, romancier et ancien ambassadeur de France, est né en 1907. C'était un homosexuel avoué, connu pour son franc-parler en défense des « droits des gays ».

En 1976, Peyrefitte accorda une interview à D.W. Gunn et J. Murat, représentants de la Gay Sunshine Press, au sujet de l'homosexualité alléguée du pape Paul VI<sup>118</sup>.

---

<sup>114</sup> Voir Summers and Dorril, *Honeytrap*, p. 38. Les auteurs se trompent en présentant le pape Jean-Paul 1<sup>er</sup> comme l'amant de Hugh Montgomery, mais la correspondance avec Dorril confirme que le clerc en question était Battista Montini.

<sup>115</sup> La Maison du pape comprend de nombreux chambellans dont les fonctions sont plus ou moins ornementales. On en distingue plusieurs catégories : les chambellans privés, les chambellans, les chambellans assistants et honoraires. Ces gentilshommes constituent la classe la plus élevée de la Maison. Au sein de la Curie papale, il y a le chambellan apostolique (en latin, *camerarius*), qui occupe une position très importante. Lors d'une vacance du Saint-Siège, c'est le chambellan apostolique (ou camerlingue) qui dirige l'administration de l'Église catholique. Voir le site Internet <http://www.catholic-forum.com/saints/eb001844.htm>.

<sup>116</sup> Robin Bryans, *The Dust Has Never Settled* (London : Honeyford Press, 1992).

<sup>117</sup> Ibid., p. 60.

<sup>118</sup> Leyland, éd., *Gay Roots*, p. 412.

Il leur déclara qu'en janvier de cette année-là, le pape avait fait un discours public dans lequel il condamnait l'homosexualité, la masturbation et les relations sexuelles avant le mariage. Il ajouta que l'hypocrisie du pape le mettait en colère, car on savait dans certains milieux que lorsque Montini était archevêque de Milan, il avait eu une aventure homosexuelle avec un jeune acteur de cinéma, dont Peyrefitte connaissait le nom. L'écrivain français dit tenir cette information « non des communistes ou des concierges », mais de membres de la haute noblesse italienne qu'il connaissait bien. Ses sources milanaises l'auraient informé que dans certains milieux, c'était un secret politique que Montini se rendait dans une « maison discrète » pour y rencontrer des garçons et qu'il avait parmi ceux-ci un favori prénommé Paul.

Après la condamnation de l'homosexualité par Paul VI, un reporter français du journal *Lui* vint interviewer Peyrefitte. C'est alors que Peyrefitte divulgua le passé homosexuel de Montini à Milan.

L'interview de *Lui* fut reprise par l'hebdomadaire italien *Tempo* à Rome, le 26 avril 1976. Peyrefitte déclara que c'était comme si une bombe à retardement avait explosé.

Le Vicaire de Rome et la Conférence épiscopale italienne instituèrent une « Journée de la consolation » pour les calomnies répandues contre le Saint-Père. Le Dimanche des Rameaux, le pape lut depuis le balcon du Vatican une déclaration traitant « ... Delle cose orribili et calumniose... »<sup>119</sup>. Peyrefitte déclara que ses accusations contre le pape circulaient dans le monde entier<sup>120</sup>.

Dans *O Vatican ! A Slightly Wicked View of the Holy See* (Ô Vatican ! Une vision cruelle du Saint-Siège), Paul Hofmann, ancien correspondant à Rome du *New York Times*, reprend les accusations de Peyrefitte contre Montini<sup>121</sup>. Il cite nommément Paolo Carlini, acteur italien connu, dont Montini aurait fait la connaissance à Milan lorsqu'il était archevêque de cette ville et qui devait ensuite rendre de fréquentes visites au pape Paul VI dans les appartements privés de celui-ci, au Vatican<sup>122</sup>.

## Les accusations de l'abbé de Nantes

À l'été 1993, l'abbé Georges de Nantes, fondateur en 1969 de la Ligue de la Contre-Réforme Catholique à Troyes, France, explicita les accusations d'homosexualité portées contre le pape Paul VI dans le numéro de juin-juillet de *La Contre-Réforme Catholique au XXème Siècle*<sup>123</sup>.

L'abbé déclara que ses commentaires répondaient à l'annonce formulée par le pape Jean-Paul II le 13 mai 1993, jour de la fête de Notre-Dame de Fatima, et aux termes de laquelle le processus de canonisation du pape Paul VI avançait selon la procédure diocésaine préliminaire conduite à Milan en 1992.

« J'ai reçu la nouvelle de l'ouverture du processus de canonisation de mon prédécesseur Paul VI. Il était un père pour moi, au sens personnel du terme. C'est pourquoi je ne saurais exprimer ma grande joie et ma grande gratitude », avait déclaré le pape Jean-Paul II<sup>124</sup>.

---

<sup>119</sup> Ibid.

<sup>120</sup> Aux États-Unis, le « blackout » des médias fut incomplet. Le collectif homosexuel connaissait les accusations de Peyrefitte contre Paul VI, et c'était le cas aussi de certains prêtres américains. Dans *A Secret World*, A.W. Sipe indique qu'en 1976, Paul VI fut accusé dans la presse française comme dans la presse italienne d'avoir eu des relations homosexuelles. Sipe note que le *National Catholic Reporter* publia la même année, au sujet de ces accusations, un article accompagné des dénégations du pape.

<sup>121</sup> Paul Hofmann, *A Slightly Wicked View of the Holy See* (New York : Gongdon and Weed, Inc., 1984), p. 151.

<sup>122</sup> Paolo Carlini est né en 1926 (ou 1922 ?) à Sant' Arcangelo di Romagna, Italie. Il a tenu des petits rôles dans le film américain de 1963 « Vacances Romaines » et dans le film de 1960 « C'est arrivé à Naples ». Il est mort le 7 novembre 1979, un an après le pape Paul VI.

<sup>123</sup> Le 25 août 1966, l'abbé Georges de Nantes fut frappé d'une suspension *a divinis* pour son opposition au deuxième Concile du Vatican. Il n'en maintint pas moins cette opposition. En juillet 1966, l'abbé, qui dirige la communauté religieuse de Saint-Parres-lès-Vaudes, dans le diocèse de Troyes (France), fut sommé par Mgr Daucourt de ne plus accuser Jean-Paul II d'hérésie et de schisme. Concernant la liste des accusations formées contre le pape Jean-Paul II, voir *The Book of Accusation*, sur le site Internet [www.crc-internet.org/IER2003/Lib2\\_1.htm](http://www.crc-internet.org/IER2003/Lib2_1.htm).

<sup>124</sup> Discours du pape Jean-Paul II à l'Assemblée générale de la Conférence épiscopale italienne, le 13 mai 1993.

L'accusation d'homosexualité portée contre le pape Paul VI dans la *Contre-Réforme* commence avec le rappel par l'abbé de Nantes des accusations de Paul Hofmann relatives à la *Mafia* milanaise, c'est-à-dire aux liens notoires que l'archevêque Montini entretenait à Milan avec la Mafia et la franc-maçonnerie<sup>125</sup>.

L'abbé de Nantes cite ensuite un ouvrage en sa possession, dont il n'indique pas la référence et où il est question d'un cardinal non italien, « homme grand, affable et aux yeux perçants », que le pape Paul VI a nommé à un poste-clé du Vatican et qui a la réputation d'entretenir des relations pédérastes avec des *ragazzi*, les garçons habitant le quartier situé derrière le Vatican<sup>126</sup>. Il dit avoir appris qu'après l'élection de Montini au trône de Pierre, on avait constaté une augmentation incroyable du nombre de séminaristes et de prêtres homosexuels aux États-Unis comme aux Pays-Bas. Pourtant, Rome n'a rien fait, ajoute-t-il<sup>127</sup>.

Enfin, l'abbé rappelle un incident qui se produisit la veille du conclave de 1963, à l'issue duquel Montini devait être élu pape. Selon lui, l'abbé de Saint-Avit, de la basilique de Saint-Paul-hors-les-Murs, l'a informé le soir de l'ouverture du conclave que la brigade des mœurs de la police de Milan avait un dossier sur Montini. Par conséquent, le nouveau pape ne pourrait être et ne serait pas Montini. Mais ce fut pourtant Montini<sup>128</sup>.

L'abbé de Nantes s'adresse ensuite au pape Jean-Paul II :

Donc, après que l'élection d'un homosexuel avéré au Trône de saint Pierre a empoisonné l'Église, Vous, Très Saint Père, voudriez le faire revivre et se renforcer en élevant ce même misérable Paul VI aux autels, ainsi qu'en offrant ses os comme reliques aux pieux baisers des fidèles et sa face tourmentée à leurs fervents regards dans la Gloire du Bernin ? Ah non, c'est impossible. Ce ne sera pas !<sup>129</sup>

## Les révélations de Franco Bellegrandi

Dans son dernier ouvrage en date, *Vatican II, Homosexuality & Pedophilia*, Atila Sinke Guimarães soulève la question de l'homosexualité de Paul VI<sup>130</sup>. Guimarães cite Franco Bellegrandi, ancien membre de la Garde noble pontificale (élément de l'armée du pape) qui a été témoin des funestes changements intervenus au Vatican après l'entrée en fonction du pape Paul VI.

Bellegrandi réitère l'accusation selon laquelle lorsqu'il était archevêque de Milan, Montini s'est fait ramasser en civil par la police local au cours d'une de ses visites nocturnes dans les bordels masculins de la ville.

L'ancien garde du Vatican décrit le processus de colonisation homosexuelle qui, selon lui, avait commencé sous le pape Jean XXIII, mais s'est accéléré sous Montini – processus avec lequel le lecteur devrait maintenant être tout à fait familiarisé. Bellegrandi déclare que d'anciens employés du Vatican furent licenciés pour faire place aux favoris de Montini affligés du même vice que lui. Ces derniers, à leur tour, firent venir leurs gitons – « des jeunes gens efféminés arborant d'élégants uniformes et se maquillant pour masquer leur barbe », souligne-t-il<sup>131</sup>.

<sup>125</sup> Abbé Georges de Nantes, *La Contre-Réforme Catholique au XXème Siècle*, n 259 (juin-juillet 1993) : p. 10.

<sup>126</sup> Ibid., p. 13. Le prélat en question était peut-être l'évêque John Wright, que le pape Paul VI avait fait venir à Rome en avril 1969 et nommé Préfet du clergé. Wright fut élevé au cardinalat le 28 avril 1969.

<sup>127</sup> Ibid., p. 14.

<sup>128</sup> Ibid., p. 15.

<sup>129</sup> Ibid.

<sup>130</sup> Atila Sinke Guimarães, *Vatican II, Homosexuality & Pedophilia*, éd. Marian Therese Horvat, Ph.D. (Los Angeles : Tradition in Action, 2004), p. 159 à 162. M. Guimarães a accompli un travail exceptionnel en analysant les documents du NCCB/USCC, de l'USCCB et du Vatican relatifs à l'homosexualité. Sa source principale concernant les accusations d'homosexualité portées contre Paul VI est l'ouvrage de Franco Bellegrandi, *Nichitaroncalli – Controversia di un Papa* (Rome : Ed. Internazionale di Letteratura e Scienza, 1994), p. 85 et 86.

<sup>131</sup> Guimarães, p. 161.

Bellegrandi rapporte encore que selon ce que lui a dit un fonctionnaire du service de sécurité du Vatican, l'acteur ami de Montini avait libre accès aux appartements pontificaux, et on le voyait emprunter l'ascenseur du pape la nuit<sup>132</sup>.

## La question du chantage

L'une des déclarations de Bellegrandi qui ont retenu mon attention est qu'à peine élu pape, Paul VI avait été soumis à un chantage de la part des francs-maçons italiens. En échange de leur silence concernant les séjours furtifs de l'archevêque Montini en Suisse, où il avait rendez-vous avec son amant acteur, qui semble n'avoir guère caché ses relations avec le prélat, les maçons exigèrent du pape la levée de l'interdiction que l'Église avait toujours opposée à la crémation après la mort. Le pape s'inclina<sup>133</sup>.

Ce n'était d'ailleurs pas la première fois que les perversions sexuelles de Montini lui valaient d'être en butte à des maîtres chanteurs.

À l'occasion de l'échange de lettres que j'eus avec un écrivain britannique connu pour être au courant des opérations du M16 (le service britannique de renseignement à l'étranger, mon correspondant me dit se demander si l'homosexualité de Montini n'avait pas exposé celui-ci au chantage d'agents secrets britanniques ou soviétiques durant la deuxième Guerre mondiale. Il pensait que les Britanniques (le M16) et les Américains (l'OSS) étaient au courant de l'homosexualité de Montini et avaient utilisé cette information pour s'assurer la coopération de l'intéressé dans la gestion, après la guerre, des filières d'exfiltration du Vatican et des Alliés<sup>134</sup>.

Il existe d'autres sources d'information au sujet du chantage que le KGB et le GRU soviétiques auraient pu exercer sur Montini après la guerre.

Un Parisien âgé, qui avait travaillé au début des années cinquante comme interprète officiel pour le compte de clercs haut placés du Vatican, a dit à l'auteur que les Soviétiques avaient exercé un chantage sur Montini pour qu'il leur révèle les noms des prêtres que le Vatican avait envoyés clandestinement derrière le Rideau de Fer pendant la Guerre froide afin d'exercer leur sacerdoce auprès des catholiques d'Union Soviétique. La police secrète soviétique attendait ces prêtres infiltrés dès qu'ils avaient franchi la frontière de l'Union Soviétique, et ils étaient alors abattus ou expédiés au Goulag<sup>135</sup>.

On ne saura sans doute jamais dans quelle mesure le pape Paul VI a subi le chantage des ennemis de l'Église. Il se peut qu'en ce qui concerne les communistes et les socialistes, ce chantage ait été entièrement inutile, étant donné la fascination que la gauche a toujours exercée sur Montini et les affinités qu'il a eues avec elle toute sa vie durant. En revanche, il est probable que les francs-maçons italiens, le M16 et l'OSS d'abord, la CIA et la Mafia ensuite, ont usé de chantage et d'extorsion contre Montini dès le début de sa carrière de jeune diplomate, puis comme archevêque de Milan, et enfin comme pape.

## La chute du paravent

L'homosexualité du pape Paul VI a indéniablement favorisé le changement de paradigme qui a accompagné la montée du collectif homosexuel dans l'Église catholique aux États-Unis, au Vatican et dans le monde entier au milieu du vingtième siècle.

Paul VI a joué un rôle décisif dans le choix et l'avancement de nombreux membres homosexuels de la hiérarchie américaine, notamment les cardinaux Joseph Bernardin, Terence

---

<sup>132</sup> Ibid., p. 159.

<sup>133</sup> Ibid., p. 160.

<sup>134</sup> Deux lettres privées adressées de Londres à l'auteur et datées respectivement du 2 janvier 1992 et du 4 janvier 1993.

<sup>135</sup> Lettre privée adressée de Paris à l'auteur (sans date).

Cooke et John Wright, l'archevêque Rembert Weakland, ainsi que les évêques George H. Guifoyle, Francis Mugavero, Joseph Hart, Joseph Ferrario, James Rausch et leurs successeurs.

La connaissance du fait qu'un homosexuel occupait le Siège de Pierre – connaissance qui s'est répandue comme un feu de brousse dans le milieu cancanier des « gays » – a sûrement donné à des homosexuels mâles l'envie de devenir prêtres tout en envisageant l'impensable, c'est-à-dire un ordre religieux ou une communauté religieuse se composant exclusivement de sodomites.

Il y a plus : le quasi-secret longtemps gardé sur la vie homosexuelle de Paul VI contribue depuis des décennies au silence et à la dissimulation de la hiérarchie américaine sur la question de l'homosexualité, en général, et celle des activités criminelles des prêtres pédérastes, en particulier.

Mais ce n'est plus un secret.

Car la dernière pièce du puzzle est désormais en place.

« Notre-Dame de Fatima, priez pour nous. »

\* \* \* \* \*